LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-septième année. — N° 296
VENDREDI 4 JANVIER 1952
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

Combattre Conquérir VAINCRE

Lib La presse, quelle que soit son obédience, rend parfaitement compte de la grisaille qui enveloppe la période présente. Et il ne s'agit pas de conditions atmosphériques :

Le nouvel an, succédant à un Noël plus pâle que jamais, n'a guère donné lieu qu'à de ternes souhaits, formulés sans conviction. Il a été question, une fois de plus, de « paix », de « bien-

SOUHAITS

être » et de « liberté » ; la justice sociale, l'union des hommes de bonne volonté a été, à nouveau, évoquée ; mais avec quel manque de chaleur, quelle absence de foi réelle, quel lamentable ton d'auto-suggestion ! En somme, tant est grand le désarroi général, le 1er janvier n'a été qu'un jour comme tous les autres, la constatation

ET RÉALITÉS

unanime d'une impuissance. Et cela se comprend :

Aux prises avec mille difficultés, les travailleurs de ce pays ne pouvaient, par miracle, se livrer à une vaine euphorie. Les heures supplémentaires, les cadences infernales, les prix inabordables, les logements insuffisants, les impôts de plus en plus lourds, autant de réalités qui ne

DE L'AN NEUF

se laissent pas écarter, serait-ce pour un jour. Bien que peu attentifs à l'évolution de la situation diplomatique, nombreux sont ceux qui sentent les dangers se faire menaçants. Bien qu'ignorants des détours bureaucratiques, les atteintes à la sécurité sociale, au droit de grève, ne laissent pas les travailleurs tout à fait indifférents. Les préoccupations donc ne pouvaient manquer à quiconque, d'où la grisaille de cette fin d'année.

L'An neuf, en somme, n'apporte rien de nouveau. Nos libertés, notre niveau de vie, la paix, sont toujours en péril. Le combat, aussi dur et exaltant le 1er janvier que le 31 décembre, se poursuit.

Combattre reste toujours nécessaire. Combattre, conquérir et vaincre.

ÉCHEC FASCISTE chez Renault

Les travailleurs de chez Renault, en présence d'une provocation caractérisée tentée par les voyous du « Rassemblement », ont réagi comme il se devait : réalisant spontanément l'unité d'action, ils ont su faire front efficacement aux agents de la Réaction qui tentaient d'introduire le poison fasciste dans l'usine. Les camarades de la Fédération Anarchiste, au coude à coude avec les travailleurs d'appartenances diverses, n'ont nullement, on s'en doute, été les derniers à entrer dans la bagarre. Car c'est bien une bagarre, extrêmement violente, qui s'est produite place Nationale, devant chez Renault, et cela à deux reprises :

Le samedi 22 décembre, entre 12 et 13 heures, se produisit la première offensive des provocateurs. Protégés par quatre policiers en armes, un vendeur du « Rassemblement » faisait grand bruit sur la place Nationale. Outrés par tant d'arrogance, alliée à un tel manque de dignité, les travailleurs qui sortaient à ce moment-là de l'usine, se mirent en devoir de faire comprendre aux cinq sbires qu'ils étaient indésirables, devant l'obs-

Suite page 2

IL Y A UN scandale du pain

Nous l'avons signalé dès le 14 décembre : Une escroquerie sur le pain est en cours de réalisation ; un mélange de pain de son et de poudre de lait va être mis en circulation au double profit du gouvernement et des compagnies laitières ; une augmentation notable du prix du pain, une diminution de sa qualité doivent s'ensuivre ! Or cette discrète opération, rondement menée, vient de donner ses premiers « résultats » :

A l'insu du public on vend depuis quelques jours du « pain à la poudre de lait écrémé », dans trois boulangeries du département de la Seine ! Le patron d'une de ces boulangeries-témoins, M. Lecorcier, dont la boutique est située 24, rue Saint-Dominique, à Paris, a confirmé, dans les colonnes d'un quotidien bourgeois « que l'expérience » se poursuivait. « J'ai goûté ce pain » a-t-il déclaré, « et je le trouve excellent » ! Le patron Lecorcier, on le voit, a le sens des affaires mais il aurait été imprudent de se contenter de son seul avis et, en fait, d'autres témoignages, émanant « d'hommes du métier », se révèlent parfaitement en contradiction avec celui du zélateur du « pain lacté ».

En vérité, le pain « à la poudre de lait écrémé » aura un goût sucré. Plus difficile à travailler, il risque aussi de fermenter plus facilement et l'augmentation « inévitable du prix de revient entraînera une hausse pour le consommateur ! » Et c'est le syndicat parisien de la boulangerie qui le déclare !

Ainsi, le fond de la combinaison apparaît clairement et les faits viennent confirmer les conclusions de notre précédent article : il s'agit d'une affaire de « gros sous » destinée à permettre des « économies » au gouvernement sur le plan alimentaire et , en même temps, à réaliser l'écoulement de la production d'une usine de fabrication de poudre de lait *équipée par le fonds d'investissement*, c'est-à-dire financée par l'argent des impôts !

Nous paierons le pain plus cher ; il sera plus mauvais ; le prix du lait frais se maintiendra; l'industrie de la poudre de lait sera renflouée. Commerçants, politiciens et financiers auront réalisé une bonne affaire !

Et tant pis pour le lampiste, il fera des heures supplémentaires...

Charles DEVANÇON.

AUX U.S.A. NOUVEAUX CRIMES RACISTES

Délaissant, pour une fois, le crime légal type « électrocution de Mac Gee », les racistes américains en viennent à l'assassinat pur et simple :

M. Harry Moore, secrétaire pour la Floride de l'association pour le progrès des gens de couleur, a été tué hier mercredi, à Miami, par l'explosion d'une bombe qui avait été placée dans la cave de sa maison. Sa femme, une institutrice, a été légèrement blessée.

Depuis juin dernier, dix attentats à la dynamite ont eu lieu en Floride contre des juifs, des catholiques et des noirs. La plupart de ces incidents se sont produits dans la région de Miami.

Ces faits, signalés par toutes les agences de presse, sont irrécusables. Que pourront dire, cette fois, les fidèles du « paradis américain » ? Invoqueront-ils, comme l'a fait « Preuves », à propos de l'exécution de Mac Gee, les médailles de « bonne conduite » décernées à quelques « bons noirs », au pays du dollar ?

PETITE PROMENADE DANS LES CASERNES

Il n'est pas facile de lire le « Lib. » à la caserne ! Ce n'est d'ailleurs pas sans danger...

Alors, on achète le « Figaro », on enveloppe le « Lib. » au milieu du journal autorisé. On se réconforte en lisant le journal de la F.A. (excellent antipoison). Je vous laisse à deviner ce que l'on fait ensuite du « Figaro bien-pensant-paravent ». Quant au « Lib. », on le repasse aux petits copains...

La caserne... Ce mot donne la nausée... La caserne : vie de bête, de moutons parqués que l'on tond à volonté et que l'on engueule toute la journée.

La caserne... Un grand bâtiment qui resserre ses murs sur des jeunes soumis à la libre volonté de bergers portant sur la manche des ficelles dorées ou rouges... Des bergers qui ne rêvent pour les moutons que corvées et prison.

« Taillables et corvéables à merci ! »

Jusqu'au sang qu'on prend aux moutons : 350 grammes pour les soldats d'Indochine. Chantage hideux au sang, on remet ça, une belle carte de volontaire : Un volontariat obligatoire !

(à l'usage de ceux qui désespèrent des hommes)

La caserne... Ecole du crime, a-t-on dit :

« — Qu'est-ce qu'un fusil ?

« — Un fusil est une arme à tuer », répond le chœur.

« — Qu'est-ce qu'un soldat ?

« — Un soldat est l'outil qui manie le fusil ! » répond le chœur.

« — Et comment fait-on pour sortir les yeux d'un ennemi désarmé ?

« — On enfonce ses pouces dans les orbites et on tire d'un coup sec vers l'avant », répond le chœur.

Voilà ce que le jeune soldat tout frais venu de son village où les pommiers fleurissent au printemps, peut entendre.

ROBERT.

(Suite page 2, col. 4.)

TERREUR EN ALGÉRIE

Les exploits des S.S. français

Jamais on ne fera assez de lumière sur les infamies perpétrées dans les pays colonisés. Jamais les travailleurs français ne seront assez informés des horreurs qui se répètent quotidiennement dans les geôles colonialistes. Il faut que la vérité soit connue par les masses laborieuses de France car il est grand temps qu'une solidarité agissante se fasse enfin jour avec force dans la Métropole. Et pour cela, les entrefilets de la presse quotidienne, quelle que soit son obédience, ne sont que de peu d'utilité. C'est pourquoi, poursuivant notre campagne anticolonialiste, nous soumettons aujourd'hui à nos lecteurs, un nouveau témoignage, extrêmement significatif, sur les atrocités colonialistes. Nous sommes persuadés que le combat social antiétatique, anticapitaliste, antiimpérialiste, anticolonialiste et révolutionnaire ne peut que s'en trouver fortifié.

Il s'agit d'un extrait de la plainte de Khiter Mohamed, qui resta dix-sept jours enfermé et torturé avant de passer en jugement. On verra le superflu de tout commentaire. Voici ce que déclare l'inculpé :

« Les deux pieds et les deux poings liés, on me passa un manche de pioche simultanément sous les genoux et la face antérieure des deux coudes. Ensuite on m'a fait asseoir sur une bouteille, le goulot de cette dernière me rentrant dans l'anus pendant que les inspecteurs Dupuis et Tavera René appuyaient de toutes leurs forces sur mes épaule. »

Deux jours plus tard, dans une nouvelle localité : « Là je fus mis à nu, puis on me ligota fortement les deux poings d'une part et les deux pieds de l'autre avec des cordes. Ensuite on me passa un manche de pioche sous les genoux et sur la face antérieure des avant bras. J'étais dans la position d'un accroupi suspendu et ainsi je fus plongé dans une baignoire remplie d'eau froide et noyé huit à dix fois jusqu'à complet évanouissement. La même opération, mais plus prolongée encore fut recommencée l'après-midi toujours par temps très froid. Le lendemain matin vers six heures, je subis encore une nouvelle séance de baignoire encore plus prolongée. La quatrième et dernière séance fut répétée l'après-midi pendant environ trois-quarts d'heure. Je subis encore une séance de passage à tabac au cours de laquelle j'eus l'épaule droite démise. Sous l'empire de telles tortures que nulle âme humaine ne peut supporter, on m'imposa des déclarations qui me sont complètement étrangères. »

La comédie de l'unité allemande

Le 8 décembre 1951, Adenauer était reçu par le haut gratin de Londres et les discussions, d'après les comptes rendus qu'en a donnés la presse, se sont centrées sur l'intégration de la République fédérale à la communauté occidentale, c'est-à-dire au Pacte Atlantique, sur la condamnation d'une renaissance de l'armée allemande, sur la fusion des unités allemandes dans une armée européenne.

Une première offensive était faite dans ce but et l'objet des témoins de l'Allemagne Occidentale venant demander à l'O.N.U. la possibilité de contrôler des élections libres sur tout le territoire allemand représentait une première escarmouche.

Les réactions du gouvernement Grotewolh ne devaient pas tarder à se manifester. En effet, le Président de la République démocratique allemande envoyait une demande de témoignage similaire devant l'O.N.U. et affirmait son accord à des élections générales libres:

1° Après une confrontation des leaders de l'Est et de l'Ouest;

2° Sous le contrôle des quatre occupants.

Or, cette fameuse confrontation voulait être évitée par Adenauer pour empêcher:

1° Que l'unification politique se fasse au prix de son élimination du gouvernement de Bonn;

2° Que la politique soviétique de démilitarisation de l'Allemagne prédomine.

C'est là, en effet, tout l'enjeu : les U.S.A. ont intérêt au réarmement de l'Allemagne, l'U.R.S.S. veut devant elle un grand espace désarmé. Et ce pacifisme intégral séduit, il va sans dire toute la classe ouvrière des deux Allemagnes... qui se fiche éperdument des raisons politiques et stratégiques des véritables meneurs du jeu.

Ces fameuses élections libres devaient-elles avoir lieu sous le contrôle de l'O.N.U. comme le voulait Adenauer, ou *par entente directe entre les représentants allemands de toutes les zones sous le contrôle des quatre* comme le demandèrent les représentants de l'Allemagne de l'Est ?

La réponse ne devait pas faire de doute. Le bloc soviétique repousse le plan occidental d'enquête dans les deux Allemagnes... tout *en gardant l'initiative d'une manœuvre comique en permettant l'accès des enquêteurs au moment où la Presse Occidentale soulignerait la mauvaise foi de Moscou préoccupé de propagande :*

Il va de soi que l'escroquerie de l'Unité allemande intéresse moins les ouvriers allemands que la question de lutte revendicative et ceci est un signe révélateur pour le devenir révolutionnaire d'un des prolétariats les mieux organisés quoique partagés entre deux influences impérialistes.

ZINOPOULOS.

DE QUOI JE ME MÊLE...

DIJON, 23 décembre .— *Cet après-midi, vers 16 heures, sur le parvis de la cathédrale Sainte-Bénigne, à Dijon, plusieurs centaines d'enfants se sont réunis à la sortie d'un grand jeu, et ont brûlé solennellement un authentique Père Noël drapé dans sa houppelande rouge.*

Dans un communiqué remis à la presse locale, les responsables des patronages catholiques déclarent notamment :

« Deux cent cinquante enfants unis à tous les foyers chrétiens de la paroisse, désireux de lutter contre le mensonge et la fabulation trompeuse du Père Noël ont admiré ce grand personnage fait de main d'hommes suspendu à la grille.

« Puis, dans l'émotion et la certitude de la vérité, on a brûlé ce Père Noël. Il ne s'agissait pas d'une attraction sportive ni commerciale, mais bien de crier haut et fort que le mensonge ne peut éveiller le sentiment religieux chez l'enfant et n'est en aucune façon une méthode d'éducation à la vie ! »

Ce geste spectaculaire et inattendu a causé une profonde émotion dans la ville, où de nombreuses familles l'ont trouvé excessif. Elles demandent, en effet, à rester seules juges du merveilleux qu'elles entendent donner à leurs enfants. »

L'inquisition reviendrait-elle ? La « curaille » reprend du poil de la bête ! Pas assez satisfaite d'abrutir l'esprit des enfants avec ses méthodes antinaturelles d'éducation, elle s'en prend désormais au rite païen du Père Noël. Parce que cela défrise les « corbeaux » de voir le profane empiéter sur la religion. Et quand on entend ces affreux « canaques » déclarer que « le mensonge ne peut éveiller le sentiment religieux chez l'enfant et n'est

GILBERT.

(Suite page 4, col. 2)

L'Archevêque de Valence s'attaque aux travailleurs espagnols

Le sabre et le goupillon font toujours bon ménage en Espagne, comme ailleurs. Et toutes les déclarations de « l'ordure vaticane » ne parviendront pas à faire illusion sur l'étroite collaboration qui unit encore le clergé espagnol et le fascisme franquiste. Une nouvelle confirmation de la haine du peuple qui anime la hiérarchie cléricale vient d'avoir lieu :

A l'occasion de Noël, un dignitaire catholique, l'évêque de Valence, a prononcé une allocution significative au plus haut point, qu'il nous appartient de soumettre à tous les amis du peuple espagnol, à tous les travailleurs solidaires de l'Espagne libertaire et antifasciste, martyrisée par l'immonde Franco :

L'archevêque de Valence a d'abord déclaré que les « ouvriers espagnols désiraient un changement de gouvernement, mais qu'ils ne savaient pas quelle sorte de changement » ! Voilà qui n'est pas banal, n'est-ce pas, lorsqu'il s'agit d'une classe ouvrière qui a prouvé au monde son amour de la liberté, son courage, sa haine de l'oppression !

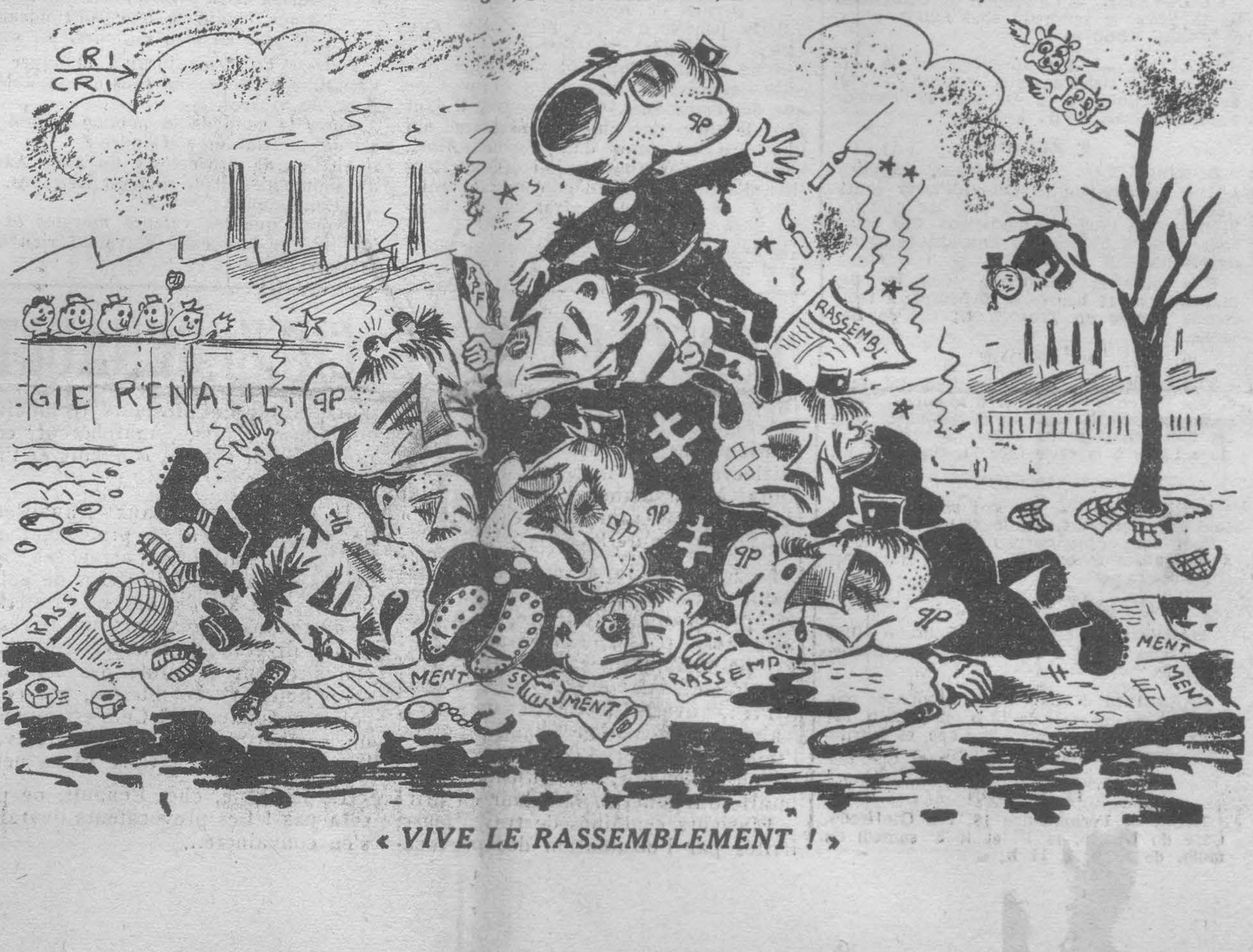
Mais poursuivons : l'archevêque de Valence a également révélé « que la classe ouvrière espagnole ne craignait pas l'Eglise mais l'armée » ! Ce qui revient à avouer que l'Eglise ne se maintient que grâce à l'armée, non ?

« Les ouvriers espagnols », de plus, si l'on en croît l'archevêque, « considèrent leurs salaires comme des salaires de famine, qui leur sont imposés par les classes aisées. » Erreur tragique, en vérité !

Enfin, joignant le comique à l'odieux, l'archevêque ajoute : « Nos ouvriers sont amoraux sur le plan sexuel. Les célibataires ne désirent pas se marier et les hommes déjà mariés considèrent leurs femmes comme un objet de plaisir sexuel et essaient de ne pas avoir d'enfants »... Hélas, trois fois hélas ! Car l'archevêque, lui, est moral, cela va de soi !

L'archevêque a oublié de signaler que les travailleurs espagnols n'avaient pas la mémoire courte. Gageons qu'ils sont nombreux à ne pas oublier l'archevêque de Valence, suppôt de Franco et de la stupidité, dans leurs prières.

CHEZ RENAULT « En 20 minutes, 50 agents blessés, 7 cars de police endommagés, 3 motos incendiées, le « Rassemblement » éjecté... »



« VIVE LE RASSEMBLEMENT ! »

CHEZ LES AUTRES

CONCURRENCE DELOYALE

TOUTE LA PRESSE a reproduit des extraits de la dernière « lettre aux fidèles » du cardinal Saliege, archevêque de Toulouse :

> *Ne parlez pas du Père Noël, pour la bonne raison qu'il n'existe pas et qu'il n'a jamais existé. Ne parlez pas du Père Noël, car le Père Noël est une invention dont se servent les habiles pour enlever tout caractère religieux à la fête de Noël.*

Le cardinal reprenait à son compte la déclaration de son patron, Il Papa. Lequel, représentant de Dieu sur terre, est bien placé pour parler des personnages qui n'existent pas...

Ah! parlez-nous des visions de Fatima de M. Paccelli. C'est ça qui n'est pas « une invention dont se servent les habiles ».

Il sera beaucoup pardonné à tous ces farceurs...

« *FRANC-TIREUR* » DEMASQUE

Dans *FRANC-TIREUR*, cet écho :

> *M. Frank Sanderson, instituteur à Londres, a organisé un service de « maisons de retraite » pour les lévriers devenus trop âgés pour courir. « J'ai toujours pensé avec peine. a déclaré M. Sanderson, à la tragédie des lévriers qui, devenus trop vieux pour briller sur les cynodromes, sont souvent délaissés par leurs propriétaires. Aussi je m'efforce de trouver un nouveau foyer pour ces malheureux retraités et je les habitue à la vie domestique qu'ils mèneront par la suite. » Jusqu'à présent, le charitable instituteur a placé plus de 600 lévriers chez des familles, dans toute l'Angleterre.*

Après ça, les vieux travailleurs ne pourront plus dire qu'ils mènent une vie de chien.

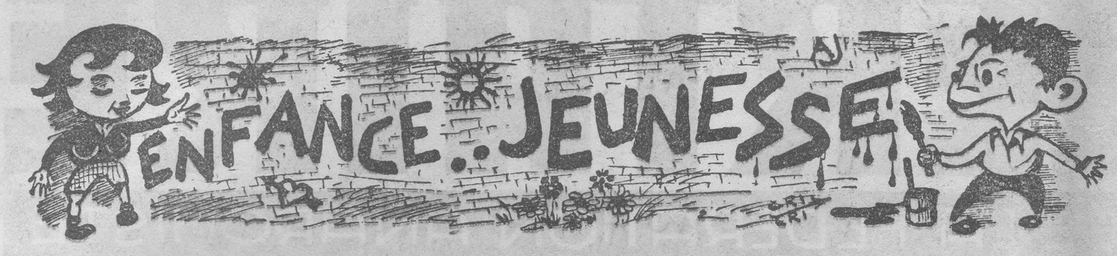
Que ne courent-ils plus vite! ce brave cœur d'Anglais se serait peut-être intéressé à leur sort.

Toujours dans *FRANC-TIREUR :*

> *Selon la* Pravda, *organe du parti communiste russe, l'Institut de recherches de machines domestiques est une pétaudière de tous les diables. Son directeur, ses 38 techniciens et ses 18 employés ont dépensé 35.000 roubles (plus de trois millions de francs)*

R. CAVAN.

(Suite page 2, col. 3.)



Le cinéaste et les pantins

Information ; A Mexico, une « cour martiale », composée de trois gamins (quatre, cinq, huit ans), a jugé une petite fille de douze ans et l'a condamnée à mort. L'enfant a été exécutée d'un coup de fusil en plein crâne. Tout cela pour « jouer à la guerre », selon les garçonnets. C'est tout.

L'hebdomadaire duquel nous extrayons cette nouvelle brève fait précéder celle-ci de la phrase suivante : « A ceux qui ont trouvé « Les Olvidados » (1) exagéré ». Car beaucoup de braves gens, malgré leur largesse d'esprit (leur « avant-gardisme », disons le mot !), ont tout de même trouvé que ce M. Bunuel y allait un peu fort en montrant dans son film des gosses assassins. D'un adulte, passe encore, mais qu'un enfant puisse vous occire son prochain (quoi ?), tout seul, comme un « grand », cela leur semble exagéré, aux braves gens !

Et, pourtant, les mêmes ne remarquent pas les privations, les vexations et les souffrances que subissent tous les petits « olvidados » du monde entier, et on ne trouvera pas disproportionné le malheur écrasant qui les accable, mais, par contre, on trouvera disproportionné leur geste de révolte, quand cette révolte se traduit par un meurtre. Alors, là, pas d'histoires ! toute la lyre y passera : hérédité, gosses pourris, rien à y faire, en cage !

Et les braves gens s'en retourneront tranquillement chez eux, la conscience en repos, en pensant qu'après tout les prisons c'est tout de même utile, surtout que les enfants... bénéficient d'établissements spéciaux où on les « rééduque » sans les rendre trop malheureux.

Eh bien, non ! Désolé, mais vous avez tort une fois de plus, braves gens, en croyant tout arranger avec des locaux pénitentiaires. Car vous ne vous intéressez qu'aux effets et non aux causes. D'ailleurs, vous le savez bien, et c'est cela le plus terrible.

Ce qu'il fallait aux trois petits garçons de Mexico, c'était, avant tout, un monde nouveau, où les enfants n'auraient plus envie de « jouer à la guerre », et ceci en supprimant cette maudite propagande, néfaste à Mexico comme à Paris. Ce qu'il leur fallait, c'était un monde où il y aurait beaucoup moins de « braves gens » et beaucoup plus d'hommes comme Bunuel, un véritable ami des enfants, celui-là, et il le montre.

En effet, comme nous sommes avec vous, Bunuel, quand, à la fin de votre film, vous prenez courageusement la défense du « Jaïbo », ce gosse damné, qui semblait être l'artisan du malheur de tous ses petits camarades.

Quand les flics l'abattent d'une balle en plein front, « comme un chien enragé », c'est à ce moment (où beaucoup de braves gens pensaient certainement qu'il y a une justice !) que vous le défendez, ce malheureux deshérité, et de toutes vos forces ! Par cette simple phrase, pourtant : « Seul, mon petit, tu seras toujours seul... »

Mais, cette solitude, les braves gens ne l'ont pas comprise, malgré la gifle retentissante que vient de leur asséner Bunuel. Et, n'ayez crainte, ils seront encore les premiers à réclamer justice quand ils liront que : « une fillette de douze ans a été abattue par ses trois camarades (quatre, cinq, huit ans) ». Une petite fille, trois petits garçons ? Non. Quatre victimes.

C. L.

(1) « Les Oubliés ».

APPEL AUX JEUNES

Camarades jeunes ! sympathisants et lecteurs du « Lib » !, la Commission des Jeunes tient chaque mercredi (de 18 h. 30 à 19 h. 30), une permanence destinée aux « prises de contact » !

Le meilleur accueil vous est donc réservé, chaque semaine, par la Commission, 145, quai de Valmy, Paris-Xe.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

LE MANS

« L'Anarchie, sa philosophie, son idéal »

JEUDI 10 JANVIER, à 20 h. 30

à l'Elysée-Dancing, avenue Olivier-Heuzé

Orateur : **Raymond BEAULATON**

Le Groupe de Le Mans a prévu une série de conférences dont les dates et lieux seront communiqués en temps utile.

2e *conférence* : LE CLERICALISME, *par Mauget (fin janvier).*

3e *conférence* : GESTION, CONSOMMATION, ETAT, *par Pinchot (début février).*

4e *conférence* : LE MILITARISME, *par Marc Pasnon (fin février).*

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Petite promenade dans les casernes

(Suite de la 1re page)

Il est pris dans l'engrenage d'une machine infernale, il s'intègre au chœur, lui qui ne connaissait que sa charrue, ses chevaux, les matins brumeux et les filles du bal le samedi soir !

Qui entre à la caserne, risque à tout jamais d'abandonner le peu de personnalité qu'il avait !

Qui se laisse prendre aux beaux discours, aux médailles bariolées, aux uniformes pimpants est définitivement perdu !

(Disons tout de suite qu'une infime minorité seulement se laisse prendre).

Qui a bu le poison est intoxiqué à jamais. Heureusement, nous savons distribuer à large dose le contre-poison.

On essaye vainement d'enivrer les jeunes Français mobilisés en faisant miroiter de belles victoires futures.

Contre qui ? On ne sait pas encore !

On parle, pour l'instant, seulement de « l'ennemi ».

« Qui est l'ennemi ? » demanda naïvement, l'autre jour, un gars qui voulait enfin comprendre pourquoi il était condamné ainsi à perdre son temps pendant 18 mois.

On ne lui répondit pas !

On ne parle pas du pacte Atlantique.

On ne parle pas de l'Amérique.

On ne parle pas de l'U.R.S.S.

On parle de la Patrie, avec un grand P.

Cette patrie qu'il faut défendre et qu'on défend en ce moment en Corée et en Indochine (Cf. discours de bienvenue du colonel).

On parle, pour les intellectuels, de civilisation orientale, on dit même du bout des lèvres « civilisation chrétienne »... Qu'il faut, bien entendu, défendre contre les misérables sans-Dieu !

On nous prend pour des imbéciles...

Les gars ont tout de même le temps de parler entre eux, d'échanger des idées : Ils se demandent pourquoi ils ont des armes et des uniformes américains (ou à moitié américains); ils se demandent ce que représente pour eux la patrie (et quand ils parlent ainsi, ils mettent un petit p).

Ils trouvent que ce n'est vraiment pas grand'chose !

Ils savent bien qu'au delà des murs de la caserne, vers l'Est, il y a le mur de l'U.R.S.S., avec derrière, des canons, des avions, des bombes, et que vers l'Ouest, il y a le mur des U.S.A. avec les mêmes canons pointés.

Ils savent qu'il y a équilibre, en ce moment, entre les deux murs, et que la France et l'Allemagne sont un peu le fléau de la balance.

Ils savent aussi qu'au delà des murs, des ouvriers comme eux travaillent au champ et à l'usine, et que ces ouvriers-là, tout comme eux, ne sont pas très chauds pour aller se battre pour emplir les poches des marchands de canons et des hommes politiques.

Ils savent que de toute façon, une guerre comme celle qu'on nous prépare (et qu'on peut imaginer !) ne peut apporter que du malheur.

On oblige les jeunes à porter un uniforme pendant dix-huit mois, et pendant tout ce temps, ils ont conscience de perdre un temps précieux.

A l'Est comme à l'Ouest, les mêmes jeunes souffrant des mêmes maux portent aussi l'uniforme durant une période plus ou moins longue !

Il est idiot de se jeter dans les bras de l'oncle Sam, on n'a rien à en tirer, sinon un peu plus de misère; l'occupation américaine n'est pas un vain mot. Nul n'est mieux placé qu'un soldat pour le savoir !

Il est aussi idiot de se jeter dans les bras de l'oncle Joseph : la catastrophe est aussi lamentable, tout le monde le sait bien.

Le chasseur désarmé qui se trouve entre deux lions furieux ne va pas se jeter dans la gueule de l'un pour échapper à l'autre. S'il le fait, on le traitera d'imbécile !

Le promeneur, pour éviter la pluie, n'ira pas se jeter à l'eau, on le traitera de loufoque !

Le chasseur et le promeneur conscients chercheront une troisième voie. Dans l'affaire qui nous préoccupe, il n'y a même pas l'excuse du moindre mal. D'un côté comme de l'autre, un avenir de misère et servitude apparaît; d'un côté comme de l'autre, le capital est roi. Ici, des nègres sont assassinés parce qu'ils ont la peau noire; là, des blancs pourrissent dans des camps de concentration parce qu'ils ne pensent pas comme on veut les faire penser. On a beau être dans une caserne, on sait cela.

Ayant passé en revue les considérations générales, le jeune soldat se pose la question de la troisième voie, du troisième espoir qui est le seul espoir *dans un monde qui semble de plus en plus absurde.*

Les patriotes existent encore, ils sont peu nombreux ; ils rêvent d'une armée nationale forte; ils rêvent de l'Europe de Jean-Paul David.

Avec quoi fera-t-on leur armée ?

L'économie française, même si on y ajoute « l'économie européenne », en est bien incapable.

Et si l'on essayait, ce serait la misère pour les ouvriers pendant des années.

Les jeunes savent cela aussi; il ne faut pas être docteur en économie politique pour le comprendre.

Les beaux discours sur la patrie en danger sonnent creux; ils n'éveillent aucun écho, sinon quelques sourires. La propagande stalinienne pour une réunion des cinq Grands, la propagande gouvernementale pour une « Europe unie, gage de paix » et le bla-bla-bla de l'O.N.U. n'éveillent guère plus de sympathies.

La guerre qu'on nous prépare, en parlant partout de paix, est une querelle d'idées où les patries proprement dites joueront un rôle tout à fait secondaire. Pourquoi, en ce cas, jouer les Déroulède !

Il y a d'un côté, le capitalisme américain avide de conquêtes et encore très vivace ; de l'autre, le capitalisme soviétique d'Etat, non moins avide de conquêtes et non moins vivace.

Il s'agit en ce moment, pour chacun des deux antagonistes, de récupérer le plus possible de pays satellites, de colonies (nouveau genre) pour les débouchés économiques. La France est une colonie américaine, la Tchécoslovaquie est une colonie de l'U.R.S.S.

Les méthodes sont les mêmes dans les deux cas, le moyen le plus odieux de domination est aujourd'hui la propagande qui revêt partout les mêmes aspects.

On lance les idées communistes totalitaires ou un plan américain quelconque comme on lance une marque de chocolat ou de bretelles.

Bien fou qui s'y laisse prendre.

Du matin au soir, à la caserne, les soldats sont menacés par cette propagande de tous les instants : affiches, journaux officiels, livres, cours des officiers, discours, parade, etc...

Dans l'ensemble, peu s'y laissent prendre. Ce qui attire le plus, je pense, est la somme considérable que touchent les sous-officiers et officiers de carrière.

Ceux qui partent en Indochine ou en Corée partent, non pas par patriotisme (à part de rares exceptions), ils partent pour toucher les grosses primes.

L'ESPOIR RESTE POURTANT BIEN ANCRE CHEZ LES JEUNES !

Beaucoup résistent et cherchent très sérieusement une solution pour sortir du guêpier.

On parle, on refuse la solution facile qui consiste, une fois pour toutes, à opter pour l'un ou l'autre des « Grands » en présence, on cherche une voie pour échapper au carnage et pour faire un monde plus beau.

Beaucoup frôlent la solution anarchiste, le 3e espoir.

L'esprit libertaire est bien vivant.

La FEDERATION ANARCHISTE représente un îlot dans un monde de confusion et de désordre, un îlot de réalisme. Le TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE, le front uni prolétarien international, voilà le seul chemin que peuvent suivre les hommes épris de liberté.

Une tâche immense attend ces hommes de bonne volonté. Il faut maintenir une internationale solide qui sera capable de redonner l'espoir à ceux qui sont momentanément désespérés et qui refusent de s'avouer définitivement vaincus.

TROISIEME FRONT : C'est pour le soldat l'espoir d'un monde libéré de la crainte et s'acheminant vers des conditions de vie meilleure. C'est le chemin qui conduit le plus directement à la réalisation de l'idéal

Un oublié : Paul-Louis COURIER

Le hasard de mon « congé payé » m'a conduit, cette année, à Veretz, petite commune de la Touraine, où vécut et fut assassiné P.-L. Courier.

De ceci, je ne savais rien, mais un monument élevé sur la minuscule place du bourg me l'indiqua et m'incita à faire plus ample connaissance avec le célèbre pamphlétaire.

Cela me fut possible, grâce à l'obligeance de l'instituteur, M. Bertrand, qui mit à ma disposition les documents déposés à la mairie de Veretz.

De suite, je fus enthousiasmé et tenté de ranger Courier parmi les précurseurs de l'anarchisme.

A la réflexion, cela me parut inexact, et voici pourquoi :

La vie de P.-L. Courier, vigneron (comme il se plaisait à le dire lui-même), dément, ou plutôt ne confirme pas la substance, le contenu de ses écrits. Issu d'une riche famille bourgeoise, il pu, sans aucun souci matériel, faire de très bonnes études, d'abord sous la direction de son père, fin lettré, puis avec les meilleurs professeurs de son temps.

Destiné à la carrière du Génie, il sortit de l'école de Châlons, en 1793, officier d'artillerie et fut dirigé sur la frontière. Là, débuta pour lui une singulière période d'une quinzaine d'années qui nous le montre, en toute sympathie, bien plus occupé de visiter les musées et les bibliothèques, bien plus soucieux de rendre visite à tous les savants et beaux esprits de son temps, que de participer à la gloire sanglante des armées de la Révolution et de l'Empire.

Puis, ayant quitté l'armée, il vint s'installer en Touraine, où il devint propriétaire, entre autres, de la forêt de Larçay et de la ferme La Charonnière, non loin de Tours.

C'est là qu'il fut assassiné le 10 avril 1825, par l'un de ses valets de ferme, à la suite d'un obscur complot où l'on pensa un instant mêler sa femme.

Et c'est là, surtout, qu'il mena une vie peu en rapport avec ce que ses différents pamphlets pourraient laisser supposer.

Courier, en effet, adversaire des détenteurs du pouvoir, dénonciateur des abus de toutes sortes et protecteur des pauvres gens, se montre, en réalité, un maître et un propriétaire peu différent de tous les autres. Autoritaire et chicaneur, comme son père, il est toujours en procès avec quelqu'un de ses voisins, pour de sordides questions d'intérêts ou de mitoyenneté.

Il se dit vigneron et bûcheron, mais il est surtout propriétaire et ses domestiques de ferme ne sont guère mieux traités, ni mieux payés que les autres.

Bref malgré tout ce qu'il a pu écrire, il ne réussit pas à se faire aimer de personne.

Reste son œuvre. Dans celle-ci, par endroits, Courier se montre réellement révolutionnaire, je veux dire désireux de voir la société évoluer vers un meilleur devenir, basé surtout sur la justice et la tolérance.

Mais peut-on dire que, dans ce cas, il ait indiqué des remèdes et pressenti même l'immense courant des idées socialistes qui allait déferler à partir des années 40 ? Non, assurément. Courier lutta, certes, contre tous les gouvernements, mais, surtout, il faut le souligner, contre les individus, contre les agents de ces gouvernements. Il dénonce les abus de pouvoir, mais non le pouvoir lui-même semblable en cela à tant de gens, à tant de polémistes (et ils sont encore nombreux aujourd'hui).

Il s'en prend aux juges et non à l'appareil judiciaire, aux gens d'église et non à la religion elle-même.

Il tient pour acquis que le Prince est certainement rempli de bonnes intentions, mais que les courtisans et les fonctionnaires font le malheur du pays malgré lui.

De cela, peut-on lui faire grief ? Oui, certainement, car, savant helléniste, nourri des plus grands philosophes, vivant à une époque où bouillonnaient les idées, voyant autour de lui les gouvernements se succéder sans interruption, dans toute l'Europe, sans apporter pour cela aucun avantage appréciable aux gouvernés, il aurait pu en tirer des conclusions beaucoup plus près de la vérité.

A son actif, un certain courage : emprisonné et humilié, sa plume ne s'assouplit pas pour autant.

A son actif encore ses dissertations pleines d'intérêt sur les grands capitaines et la gloire militaire.

Courier, donc, ne fut pas un anarchiste avant la lettre, mais nous devons saluer en lui un esprit libre, un champion de l'indépendance et du bon sens, ainsi qu'il est écrit sur le monument commémoratif de Veretz...

BLANC.

Chez les autres

(Suite de la 1re page)

pour mettre au point une machine à cuire huit œufs à la fois, qui n'a jamais fonctionné. Mêmes essais infructueux pour la construction d'une machine à fabriquer les jus de fruits, qui ne coûte pas moins de 250.000 roubles, soit 22 millions de francs.

On commence à comprendre pourquoi « l'Humanité » *(sic)* and Cie mène une campagne acharnée contre F.T.

Vouloir nous faire croire que Popof n'a pas inventé la machine à faire cuire les œufs et la mécanique à presser les poires !...

A d'autres, pas à nous !

« READER'S DIGEST » (janvier 1952).

Chaque époque a sa « Veillée des Chaumières ». A l'âge atomique nous avons notre « Sélection du Reader's Digest ».

Chaque numéro nous apporte, à côté d'une apologie d'un « grand homme » devenu milliardaire et célèbre grâce à son travail acharné et à ses vertus chrétiennes, bon nombre de dictons, maximes, préceptes, etc., d'une haute portée morale :

« Une heure d'activité met plus de baume au cœur et d'argent dans la poche qu'un mois de récrimination. »

Ça met aussi des ampoules au main et 120 fr. dans la poche au tarif syndical, mais le « Reader's » ignore ces basses contingences.

La suprême récompense du travail n'est pas ce qu'il vous permet de gagner, mais ce qu'il vous permet de devenir. »

Cette pensée n'a pas été dédiée aux vieux travailleurs.

Il ne faudrait pourtant pas croire que cette estimable publication n'imprime que des mensonges. On y trouve, il faut bien le dire, des choses que même un libertaire est tenu d'approuver. Ainsi, dans le dernier numéro, j'ai découvert ce titre d'article alléchant et combien vrai :

« Une femme n'est pas un homme. »

Convaincu et un peu rêveur j'ai poursuivi ma lecture :

S'il est difficile de jouer le rôle élevé de femme dans notre société, c'est aussi un grand honneur d'être femme en cette période critique.

Et d'être homme alors ?... Pourquoi honorer seulement la moitié du genre humain ? En voilà une sectaire.

« La femme devrait être la première à comprendre que personne ne souffrira plus qu'elle-même si, en renonçant à son rôle de gardienne des valeurs morales, elle met en péril l'ordre et la stabilité du foyer et de la société dont dépend sa sécurité. »

Et savez-vous pourquoi Miss Agnès Meyer craint pour les valeurs morales et la stabilité de la société ? Vous ne voyez pas quel danger met en péril la sécurité de nos campagnes et la solidité des bases de notre ethnique ? Le bolchevisme ? La révolution ? La guerre ?

Bricoles et foutaises que tout cela, le vrai danger qu'il faut combattre c'est... la femme qui travaille. Ça vous fait rigoler ? Alors que ferez-vous en lisant la suite :

« ... La femme, ne serait-ce que pour se protéger doit défendre le mariage chrétien... »

La protection de la femme assurée par le mariage chrétien qui, jusqu'à nos jours, a maintenu des générations de femmes dans un véritable esclavage !

« Malheureusement, l'égoïsme des femmes a été si accentué par la lutte pour l'égalité des droits que la discipline, la soumission, l'adaptation de la personnalité que le mariage comporte leur sont devenus de plus en plus difficiles. »

Pousser l'égoïsme jusqu'à manquer de discipline et de soumission à son Jules ! Race de vipères.

Après le coup de la pomme à quoi de mieux pouvait-on s'attendre ?

Au lieu de rire comme un niais Adam aurait mieux fait de se tenir les côtes, de s'y cramponner.

Avouez que les valeurs morales et la stabilité de la société n'avaient rien à y perdre.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1re REGION

BELGIQUE. — Pour tous renseignements s'adresser à Absil André, 5, rue Thomeux, à Flémalle-Grande-Liége.

2e REGION

ASSEMBLEE GENERALE. — L'assemblée générale de la région parisienne aura lieu le dimanche 13 janvier 1952, à 14 h. (lieu suivant convocation). Cartes à jour exigées.

SACCO ET VANZETTI. (Paris Ve et VIe). — Réunion du groupe vendredi 4 janvier. Local habituel.

PARIS XIXe (Brasserie). — Réunion extraordinaire du groupe, 9 janvier, à 21 heures, local habituel. Présence indispensable.

PARIS-NORD (Ascaso-Durruti). — Réunion du groupe samedi 5 janvier, 21 heures, au « Vieux Normand » (face métro Rome). Préparation du Congrès régional.

— Tous les dimanches, de 11 heures à 12 h. 30, vente à Levallois, au carrefour Trébois-Barbusse.

SAINT-DENIS. — Réunion tous les vendredis, à 21 heures, au Café Pierre, 51, bd Jules-Guesde (église neuve). Sympathisants cordialement invités.

4e REGION

NANTES. — Pour le groupe d'études sociales Francisco Ferrer, adresser la correspondance à Henriette Le Séhédic, 33, rue Jean-Jaurès Appel est fait aux amis et sympathisants.

7e REGION

CLERMONT-FERRAND. — Une permanence est assurée, 9, rue de l'Ange (au fond du couloir à gauche), le mardi, de 7 h. 15 à 8 h. 15; le jeudi, de 13 h. à 14 h. 30 et de 19 h. à 20 h. 30.

8e REGION

LYON-CENTRE. — Permanence tous les samedis, de 16 h. à 20 h., et tous les premiers samedis du mois, réunion de la C.A. Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel.

LYON-VAISE. — Le groupe se réunit tous les 15 jours, le vendredi, chez Luboz, place de Valmy, Lyon-Vaise.

OULLINS. — Exceptionnellement, la permanence se tiendra Café Joannès, 1, rue de la République, à Oullins, le samedi 5 janvier 1952, de 17 à 19 h.

9e REGION

BORDEAUX. — Groupe Sébastien-Faure. L'école rationaliste Francisco Ferrer continue sa série de causeries tous les jeudis à 21 heures, à l'Athénée municipal. Ces cours sont ouverts à tous les militants et sympathisants.

Une librairie fonctionne tous les dimanches, de 10 heures à 12 heures, à l'ancienne Bourse du Travail, 42, rue de Lalande.

10e REGION

TOULOUSE. — Réunions tous les vendredis de chaque mois à 21 heures, Brasserie des Sports, boul. de Strasbourg. Tous les dimanches matin vente de librairie et du « Lib » à la criée face 71, rue du Taur.

11e REGION

PERPIGNAN. — Le groupe se réunit tous les mercredis, au local habituel.

Pour tous renseignements concernant le F. F., adressez-vous au journal, qui nous transmettra.

12e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, de 19 à 20 heures, bibliothèque-librairie.

MARSEILLE F.A.I. — Le groupe se réunit tous les mardis, de 18 h. 45 à 20 h. 30, 12, rue Pavillon, 7e art., 2e étage, et fournit tous renseignements concernant la F.A.

13e REGION

NICE. — Permanence 16, rue Gioffredo, Café du Centre, le 1er et le 3e samedi du mois, de 15 h. à 17 h.

AGENDA 1952

édité par

« Solidaridad Obrera »

UTILE ET INSTRUCTIF

contenant un éphéméride journalier relatif à la naissance et à la mort d'hommes de sciences, de lettres, d'artistes et de militants ouvriers. Grèves, insurrections, congrès et manifestations diverses sont également mentionnées (texte en français.)

Prix : 180 fr. (édition ordinaire); 210 fr. (avec fermeture métallique).

ÉCHEC FASCISTE CHEZ RENAULT

(Suite de la 1re page)

tination des provocateurs, les travailleurs se virent obligés d'avoir recours à la manière forte, ce qui aboutit à une rapide « évacuation » des perturbateurs !

Le 29 décembre, exactement une semaine plus tard, deuxième tentative de provocation policière, appuyée cette fois par un effectif massif : 200 policiers, armés jusqu'aux dents entouraient, en effet, deux voyous R.P.F., avec l'intention d'assurer, malgré l'opposition manifeste de l'immense majorité des travailleurs de chez Renault, la diffusion de la feuille du Général. Mal leur en prit !

Plusieurs centaines de travailleurs, irrités par l'obstination des provocateurs, aidés de plusieurs techniciens en blouse blanche, marchèrent courageusement sur les « agents de l'autorité ».

Il fut nécessaire aux travailleurs de progresser en se protégeant des grilles métalliques arrachées aux arbres de la place. Les cars de police durent être bombardés de bouteilles et autres matériaux, tels que pavés et outils divers : 3 motocyclettes policières furent la proie des flammes, 51 policiers furent blessés, 7 cars de police endommagés ! Ce n'est qu'après un combat acharné que les travailleurs parvinrent à faire place nette.

Le fascisme, chez Renault, ne passera pas ! Les provocateurs devraient s'en convaincre...

Offrez des livres...

1er Lot :

La Révolution inconnue (**Voline**) ; La hache de Wanbsbek (2 tomes) (**A. Zweig**) ; Les Marais (**D. Rollin**). Prix : 1.500 francs.

2e Lot :

Bethel Merriday (**Sinclair Lewis**) ; Zola (**Zévaès**) ; La lie de la terre (**A. Koestler**) ; Les Fleurs du Mal (**Ch. Baudelaire**). Prix : 900 francs.

3e Lot :

L'Ere des Organisateurs (**J. Burnham**) ; Les manants du Christ (**G. Régler**) ; Nouvelles histoires extraordinaires (**E. Poë**). Prix : 1.000 francs.

4e Lot :

Histoire de l'Anarchie (**A. Sergent**) ; Voyages sans cartes (**G. Greene**) ; Le petit monde de Don Camillo (**G. Guareschi**). Prix : 1.600 francs.

5e Lot :

La révolution sociale ou la dictature militaire (**Bakounine**) ; Le bonheur intime (**Dr Naguib Riad**) ; Anthologie nègre (**Blaise Cendrars**). Prix : 1.100 francs.

6e Lot :

Pour vaincre l'impérialisme soviétique (**J. Burnham**) ; Les enfants Jéromine (**E. Wiechert**) (2 tomes). Prix : 1.500 francs.

7e Lot :

L'Inde devant l'orage (**T. Mende**) ; La Chine, du nationalisme au communisme (**J.-J. Brieux**) ; Si l'Allemagne avait vaincu (**R. Robban**). Prix : 1.350.

8e Lot :

L'Affaire Toulaev (**V. Serge**) ; Veille de fête (**R. Boutefeu**) ; Ma vie d'enfant (**M. Gorki**). Prix : 950 francs.

9e Lot :

Le Yogi et le commissaire (**A. Koestler**) ; En gagnant

CULTURE ET REVOLUTION

LE RÉVOLTÉ de Camus EST-IL DES NOTRES ?

par **Georges FONTENIS**

NOUS ne pouvons manquer d'admirer ceux qui ont pu lire d'une seule traite ou en très peu de temps le nouveau livre d'Albert Camus. C'est sans doute qu'ils avaient déjà sur le sujet une opinion bien arrêtée et qu'ils pouvaient voir de haut — et de loin – une étude de laquelle ils refusaient d'avance d'apprendre quelque chose. Nous nous sommes sentis plus modestes.

Albert Camus ne peut manquer d'accorder à l'opinion du « Libertaire » une importance exceptionnelle sur un sujet comme « L'Homme révolté ». Qu'il sache que la présente critique est le fruit de confrontations entre nombre de nos militants. S'il nous trouve sévères, c'est que nous vivons une période où se jouent trop de vies pour que nous puissions être académiques. Il s'agit en définitive de l'Homme et de son destin, nous ne pouvons accepter de nous taire si on l'invite, avec la meilleure foi du monde, à prendre une voie que notre analyse anarchiste juge funeste ou si on sort mal de l'équivoque.

Camus constate d'abord que l'absurde ne peut donner de règle d'action mais, écrit-il : « Je crie que je ne crois à rien et que tout est absurde, mais je ne puis douter de mon cri et il me faut au moins croire à ma protestation » et ainsi est-il conduit à examiner la révolte, plus particulièrement sous l'angle de « l'orgueuil européen ». C'est donc sur deux siècles de révolte métaphysique ou historique que Camus se penche. Pour lui, la révolte est la part « de l'homme informé, qui possède la conscience de ses droits » et l'homme enfermé dans les sociétés sacrées ne peut connaître la révolte. Ainsi, le problème de la révolte n'aurait de sens « qu'à l'intérieur de notre société occidentale » Cela ne nous paraît pas aussi évident. Nous ferons aussi à Camus le reproche - et tout se tient — de ne concevoir la révolte qu'au moment où elle s'exprime, ou moment où une limite dans la souffrance ou l'humiliation est marquée par le « non » de l'esclave Pour nous, il y a révolte déja avant l'impatience, lorsque l'esclave rejette en lui-même les ordres, même s'il se tait.

Sa distinction entre révolte et ressentiment ne nous convainct pas. La révolte peut ne pas être exprimée, le ressentiment peut s'exprimer, il est au-dessous de la révolte : c'est la révolte des cœurs bas

Mais Camus nous rallie à sa pensée lorsqu'il montre que la révolte est un « oui » en même temps qu'un « non », car elle manifeste une *valeur*, elle implique un bien qui dépasse la propre destinée du révolté, un bien commun, quelque chose qui fait le prix, la dignité de l'homme. La révolte n'est pas égoïste, elle exprime une solidarité, elle fait renaître une solidarité alors que la disparition du sacré avait séparé les hommes. La révolte est collective, « elle est l'aventure de tous », elle tire l'individu de sa solitude. Nous ne pouvons que reprendre cette formule claire et forte « Je me révolte, donc nous sommes », par laquelle Camus rejoint Bakounine. Camus semble trouver, dès le départ de son enquête, la voie du communisme libertaire, lorsqu'il écrit : « Apparemment négative, puisqu'elle ne crée rien, la révolte est profondément positive puisqu'elle révèle ce qui, en l'homme, est toujours à défendre ». On comprend d'autant moins que Camus, au cœur de son ouvrage, dans quelques pages sur Bakounine, n'ait voulu voir en lui que l'homme « de la négation totale ». C'est trop ignorer l'aspect le plus important du génie de Bakounine et il n'est pas vrai que « dès l'instant où il détinit lui-même la société de l'avenir, il la présente comme une dictature ». On comprend que Camus ait voulut donner de l'unité à son chapitre, mais il nous appartient de protester lorsqu'il mutile Bakounine ou se contente d'affirmations mal fondées. On pourrait d'ailleurs reprocher à Albert Camus, à plusieurs reprises, d'utiliser des citations trop brèves, sans références, ou de seconde main. Mieux vaut se reporter, surtout pour un ouvrage comme « L'Homme Révolté », aux sources (œuvres complètes de Bakounine ou de Cœurderoy) que d'utiliser une histoire de l'anarchie, fut-ce celle de Sergent et Harmel, qui ne peut donner qu'une vue très générale des hommes et des doctrines.

L'analyse proprement dite de Camus commence par la révolte métaphysique et après d'intéressants développements sur Prométhée et Caïn, vient l'étude de la négation absolue. On ne voit pas bien pourquoi, à propos de Sade et de ses vingt-sept années de prison, Camus décide qu'« une si longue claustration engendre des valets ou des tueurs et parfois, dans le même homme, les deux ». N'y a-t-il pas, dans notre mouvement, de magnifiques exemples contraires ? Camus passe de la révolte absolue de Sade, puis de la révolte des dandys, au Karamazov de Dostoïevsky, en montrant que la révolte lorsqu'elle aboutit au « tout est permis » conduit au nihilisme. Avec Stirner, du non absolu sort la divinisation de l'individu et du crime. Avec Nietzsche, on passe à l'affirmation absolue, et bien que Camus détache le nazisme du nietzschéisme, il n'en conclut pas moins que l'œuvre de Nietzsche peut être utilisée en faveur du meurtre. Quelque chose nous choque lorsque nous voyons Camus condamner Stirner et Nietzsche à travers ceux qui les ont interprétés à la lettre ou en choisissant bien curieusement dans leur œuvre. Pour Stirner, l'égoïsme doit se manifester la plupart du temps par l'amour et la fraternité ; cela, Camus n'en dit mot. Ne pourrait-on dire qu'il y a complicité de Camus envers les disciples abusifs et cela dans le but inconscient d'étayer une thèse séduisante ?

Toujours poursuivant le but de montrer les méfaits et les horreurs de la révolte absolue, Camus s'attaque à la poésie révoltée, s'en prend à Lautréamont dont les poésies feraient succéder au non-absolu des « chants », un « conformisme sans nuances », annonçant « le goût de l'asservissement intellectuel qui s'épanouit dans notre monde ». D'abord, Camus ne s'est pas préoccupé de savoir si les poésies devaient être prises à la lettre ou s'il y entrait un jeu. Et rien de la vie même de Lautréamont ne semble justifier ses conclusions On éprouve la pénible impression d'une mauvaise humeur, d'une querelle dont on n'aperçoit pas nettement les motifs.

Pour Rimbaud, il semble que Camus touche plus juste lorsqu'il écrit « grand et admirable poète, le plus grand de son temps », mais que s'appuyant sur les lettres d'Abyssinie, il ajoute : « Mais il n'est pas l'homme-dieu, l'exemple farouche, le moine de la poésie qu'on a voulu nous présenter ». Il resterait à savoir qui veut faire de Rimbaud cet homme-dieu et si de l'exemple de Rimbaud on peut tirer une loi générale. Les pages qui suivent, sur l'évolution du surréalisme, semblent montrer, au contraire, que l'on peut partir du refus total du monde présent vers la révolte positive et l'amour.

Abandonnant la révolte métaphysique, A. Camus tente dans l'étude de la révolte historique de retrouver cette marche de la révolte nihiliste vers la volonté de puissance. De Spartacus à Lénine, en passant par Saint-Just, le régicide (à ce sujet, notre surprise a été grande de voir Louis XVI affirmé par Camus « comme faible et bon » !) Hegel, et surtout ses successeurs comme Feuerbach, déicides, Bakounine et Netchaïev et les terroristes russes, A. Camus voit le cynisme politique sortir du nihilisme ou de la révolte. Et cependant, il excepte un Saint-Just ou ces terroristes russes sentimentaux et bouleversants qui savent mourir. Mais avec la naissance du terrorisme d'Etat, A. Camus aborde le fond du problème. Il précise d'abord que l'esprit de révolte est étranger à la croissance des Etats modernes, en particulier des Etats fascistes, mais cependant il fait remarquer que Mussolini et Hitler, se réclamant le premier de Hegel, le second de Nietzsche appartiennent par là à l'histoire de la révolte et du nihilisme. Puis A. Camus, en un long chapitre, analyse le terrorisme d'Etat basé sur la terreur rationnelle et commence par étudier la pensée de Comte et surtout de Marx. Cela nous donne l'occasion de raccourcis saisissants et de critiques éblouissantes. En une page (1), Camus résume parfaitement la théorie économique de Marx. Il montre lumineusement le caractère bourgeois du messianisme de Marx, la vanité de sa dialectique dans laquelle s'introduit la notion mystique de « fin ». Il semble qu'on soit loin, maintenant, du nihilisme. Mais A. Camus nous rappelle que le nihilime, non la révolte vraie, a pris l'aspect de la puissance, a couvert ses négations d'une « scolastique obstinée ». La tragédie de la révolution de Lénine, c'est « celle du nihilisme, elle se confond avec le drame de l'intelligence contemporaine qui, prétendant à l'universel, accumule les mutilations de l'homme ».

Ainsi, écrit Camus, Prométhée, devant les hommes faibles ou lâches, a voulu les commander. « Il n'est plus Prométhée, il est César ». Nous pouvons objecter que cela n'est vrai que d'une révolution, non forcément de toutes, mais Camus lui-même n'y pense-t-il pas ? Va-t-il abdiquer lui aussi dans une sorte de désespérance ou de conformisme ?

Il va achever son étude, justement, en posant de nouveau le problème « Révolte-Révolution », mais d'une façon générale cette fois.

Camus, maintenant, s'appuie sur ses démonstrations : la révolution des principes a tué Dieu, la révolution du XXe siècle a tué ce qui reste de Dieu dans les principes, et le nihilisme, parce qu'il nie toute règle morale, recrée César. Ainsi, les révolutionnaires « se ruent dans l'histoire » contre les enseignements de la révolte elle-même.

Si l'intention du communisme russe est toute différente de celle des fascismes, leur cynisme politique est identique et fils du nihilisme moral.

Deux remarques s'imposent. D'une part, nous acceptons les vues de Camus : la révolte, lorsqu'elle conduit au nihilisme, mène à la terreur ou à l'individualisme torcené, mais nous ne pensons pas que tous les exemples choisis par Camus l'aient été heureusement . Stirner, Bakounine et même Lautréamont sont schématisés ou défigurés.

D'autre part, Camus oublie toute une masse de faits historique qui montrent au contraire que la révolte peut rester elle-même et vivifier la révolution. Sans doute, Camus finit-il par dire que « la révolution pour être créatrice ne peut se passer d'une règle, morale ou métaphysique, qui équilibre le délire historique », bien entendu contre la morale formelle et mystificatrice de la société bourgeoise.

Et A. Camus, dans les dernière pages, oppose la révolution libertaire de la « mesure » à la révolution totalitaire de la « démesure ». Le syndicalisme révolutionnaie et la Commune lui paraissent les points d'application de la volonté libertaire, seule fidèle à la révolte parce que respectueuse de l'homme. Nous respirons enfin dans ces dernières pages, les plus belle d'ailleurs, extraordinairement intenses, où l'on sent un souffle. Nous respirons car nous voyons Camus, non pas tiré vers la « grâce », mais fidèle à la révolte ; nous respirons car le langage équivoque de certains passages s'efface : parfois, on pourrait penser que Camus oppose à la révolte pure une sorte de révolte « modérée », de radical-socialisme en quelque sorte (2). Il apparaît, au contraire, en fin de lecture — je parle de lecture sérieuse — qu'à la démesure barbare conduisant à la terreur et qui n'est que *ressentiment* exprimé et non révolte, Camus oppose la révolte authentique, la révolte de la mesure (à la mesure de l'homme, devrait-on dire) qui n'est nullement une révolte limitée, mais une révolte lumineuse, une révolte qui ne disparaît pas dans la révolution mais doit l'animer. Mesure n'est pas médiocrité ou modération petite bourgeoise. Camus, là, nous retrouve. Son mérite est de dire admirablement ce que nous avons toujours dit, si mal, lorsque nous parlons des rapports du révolutionnaire et du révolté, lorsque nous écrivions il y a quelques semaines encore que la révolution ne peut être si elle n'est habitée par la révolte, mais que la révolte telle quelle est impuissante sans l'Idée révolutionnaire.

Quant à l'opposition midi-minuit, Méditerranée-Germanie, elle est très belle, très séduisante. Trop, car elle n'est pas absolument convaincante et risque d'être dangereuse.

Nous ne dirons rien du chapitre sur « Révolte et Art », sinon qu'il est particulièrement chargé de réflexions avec lesquelles il sera difficile de ne pas être d'accord.

Refermé le livre de Camus, on ne peut s'interdire de repenser aux impressions parfois pénibles éprouvées au cours de la lecture. De longs développements, obligeant à penser, riches de nombreux aperçus souvent inattendus, mais où le langage logique fatigue parfois. Impression de redites même ou de complications dont on ne voit pas toujours la raison. Je pense principalement à certains passages sur « Révolte et Meurtre » Là encore, Camus ne se méfie pas de l'équivoque. « Qu'un seul maître soit, en effet, tué, et le révolté, d'une certaine manière n'est plus autorisé à dire la communauté des hommes dont il tirait pourtant sa justification », écrit-il, alors qu'il admet plus loin le meurtre insurrectionnel s'il est payé de l'acceptation de la mort par celui qui frappe et si la révolte va vers la fin des meurtres. Je vois bien nos militants s'étonner de ces subtilités et se poser tout bonnement la question de savoir si le maître qui opprime de telle sorte que le révolté est porté à le tuer, est encore un homme ou s'il est seulement le maître. Que dirait Camus d'un terrorisme qui ne serait ni celui d'un Etat, ni celui d'un nihilisme, mais celui d'une libération, n'oubliant rien de la révolte et de la valeur qu'elle contient ?

Est-ce impensable ? En vérité, Camus qui n'a pas oublié l'attitude libertaire, vers la fin de son livre surtout, fait le silence sur beaucoup de choses. Lorsqu'il écrit que la révolution, pour être digne de son nom, « doit retrouver la source créatrice de la révolte », il exprime un souhait. Il parle du syndicalisme révolutionnaire et cite... les réalisations scandinaves. Là encore, il donne prétexte à ceux qui voudront, par « révolte de la mesure », entendre « compromis » ou « tiédeur ». Mais pas un mot de l'action incontestablement terroriste (mais d'un terrorisme nullement nihiliste) des anarchistes et des syndicalistes espagnols. Pas un mot des réalisations *populaires* russes de 1917, de la Makhonovtchina, de l'Espagne libertaire de 36. Pourquoi ?

Ainsi, tout un pan du terrorisme et de la révolution libertaire échappe à l'analyse de Camus. Franchement, c'eût été plus important que les querelles à propos de Lautréamont et cela eût peut-être évité de longues pages où la révolution était vue de façon unilatérale, parce qu'on ne pensait qu'à la Russie moderne officielle, cette vue inclinant à la désespérance.

Camus a longuement travaillé à son « Homme Révolté » sans doute. Nous y trouvons cependant trop de hâte. Un essai sur un tel sujet devait faire hésiter et s'informer davantage. Car il s'agit, tout de même, du drame de notre temps. Et nous n'aurions pas voulu regretter des affirmations trop rapides, telle celle qui tait de la société de Godwin une « société d'inquisition ».

Le livre contient par ailleurs d'admirables pages, surtout dans les derniers chapitres, où la pesanteur qui se dégage parfois des développements fait place à la ferveur, à la tension, aux images éblouissantes.

Nous savons bien que Camus ne peut être à nos côtés qu'en applaudissant les actions et réalisations libertaires, sans pour cela se rallier à nos vues intransigeantes sur l'Etat. Mais déjà, par son livre, il est descendu dans l'arène. Il lui faudra bien préciser, éclairer encore. En tout cas, nous ne pouvons croire que tout soit dit sur la révolte, et dit de cette façon qui permet à la bourgeoisie et à ses critiques d'approuver sans comprendre. Cela peut être grave.

En tout cas, Camus a choisi la révolte. On ne se tire pas à bon compte d'un pareil engagement.

En vente : 500 fr. (franco : 635 fr.)

(1) Page 251.

(2) L'équivoque du langage est flagrante parfois : « Tout révolutionnaire finit en oppresseur ou en hérétique ».

L'Eglise et l'Enseignement

(Suite et fin) (1)

Il n'est pas inutile de rappeler certains mauvais coups des cléricaux, puisque beaucoup de ceux qui devraient être avec nous et contre eux paraissent les oublier ou les ignorer.

C'est en 1880 que Paul Robin tenta une expérience d'éducation nouvelle à Cempuis. Pendant 14 ans, il eut la meute cléricale à ses trousses. La lutte fut atroce. La presse catholique traîna Robin et son école dans la boue. Elle traita cet homme probe de chien, de pourceau ; son école, de porcherie ; sa méthode, de chiennerie. Tout cela, parce qu'il osait instruire ensemble des enfants des deux sexes; parce qu'au lieu de rester dans sa salle de classe, il préférait promener ses gosses dans la nature et les instruire en les amusant; parce qu'il refusait de toucher aux problèmes métaphysiques ; parce que les résultats de son expérience commençaient à convaincre d'autres pédagogues. Et c'est le très catholique Guérin, ministre de la Justice, qui signa sa révocation le 31/8/1894 et souleva une tempête de congratulations dans toute la presse cléricale.

Lorsqu'à son tour, cinquante ans plus tard, Freinet voudra innover à St-Paul-de-Vence et, comme Robin, fera du prosélytisme pour une école vivante, sans contrainte, sans dogmes, ce sont encore les tenants du cléricalisme qui organiseront la bataille. Ce sont des journaux tels que *La Croix* et l'*Action Française* qui entameront la campagne contre lui, sans objectivité, sans scrupules. Campagnes de haine, de mensonge, de vilenies, qui attaquent l'homme et non l'œuvre. L'homme étant irréprochable, c'est à ses opinions politiques que désespérément on s'accrocha. Comme la victoire ne venait pas assez vite, c'est sur le scandale, sur l'excitation des esprits jusqu'au paroxysme que les cléricaux s'appuyèrent et, en parlant de Freinet, le Bulletin de l'Evêché alla jusqu'à écrire : « ...il faut prendre la bête puante à la gorge et la sortir de sa tanière... » (2) C'est la *Liberté du Sud-Ouest*, dont le directeur était l'abbé Puech (également directeur diocésain) qui ameuta l'opinion contre l'école de Camblance (Gironde), dirigée par Boyau, disciple de Freinet.

Je pourrais citer ainsi mille et mille exemples de cette lutte acharnée, continue, qu'ont mené et continuent à mener clergé et cléricaux contre toute forme d'éducation et tous éducateurs qui, se dégageant des sentiers battus, tentent de faire des futurs hommes qu'ils éduquent autre chose que des robots savants. Et même, lorsqu'un des maillons de l'enseignement catholique se singularise en débordant de son cadre habituel, il échoue. En voici un exemle apporté par l'un des apologistes de Mme Montessori, créatrice de la première « Casa di Bambini », à Rome. Institut d'expérimentation sis, faute de mieux, dans une école d'un couvent franciscain. L'auteur de cette apologie, malgré sa sympathie pour les sœurs du couvent, ne peut s'empêcher d'écrire : « *On peut imaginer, en effet, que l'atmosphère ecclésiastique, faite toute entière d'une obéissance passive à la règle, est loin d'être celle que l'on aurait choisie pour favoriser l'éclosion d'un système qui s'efforce de supprimer tous les dogmes, de provoquer l'indépendance du caractère et le développement de la personnalité.* » (3)

Mais il me suffira peut-être de faire une autre citation pour situer exactement le rôle et la pensée de l'Eglise quant à l'enseignement : « *Ce qui est vrai du prédicateur est vrai aussi du maître de l'enseignement. Je n'enseigne pas, doit dire en son cœur celui-ci, pour faire des savants, mais pour faire des chrétiens* ». C'est l'abbé Babolat, curé de Montréal, du diocèse de Belley, qui écrivait ceci en 1938, dans un Avant-propos pour un Manuel d'enseignement dit Doctrine catholique, portant l'imprimatur, très prisé et très employé dans l'enseignement catholique.

Ainsi, l'aveu est là. L'Eglise n'a qu'un but en enseignant : faire des chrétiens, des prêtres, des sœurs ; faire des hommes, des femmes passifs, qui croient sans discussion tout ce qui leur est enseigné, qui obéissent « promptement, sans discuter, de leur mieux » à tout ce qui est commandé. C'est la même méthode qui est en pratique dans l'armée : « *la discipline faisant la force des armées...* » et c'est certainement une des raisons qui ont fait que le sabre et le goupillon ont toujours fait bon ménage.

Les libres-penseurs, eux, veulent des savants, c'est-à-dire des raisonneurs, des êtres qui cherchent le pourquoi et le comment des choses, qui étudient, réfléchissent, discutent, soupèsent, agissent d'après leur raison, leur conscience, leur jugement. Pour les libres-penseurs, seule la connaissance peut élever l'homme au-dessus de tous les dogmes étroits et sans vie de toutes les religions; seule la connaissance peut humaniser, pacifier, élever l'être humain, lui donner la sagesse indispensable à son complet développement.

Ce n'est donc pas parce que les libres-penseurs sont intolérants qu'ils rejettent et veulent détruire l'école catholique, c'est parce qu'elle n'est pas l'école de la connaissance, qu'elle ne pourra jamais le devenir et que cela seul suffit à la condamner irrémédiablement.

A. ARRU.

(1) Se reporter aux numéros 291, 292, 293, 294 et 295.

(2) Naissance d'une Pédagogie, Elise Freinet.

(3) L'Education Montessori-D. Canfield-Fisher.

« L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE » de JEAN MAITRON EST SORTI DES PRESSES

Les souscripteurs de province qui ont versé la somme intégralement le recevront par la poste en port dû.

Ceux de la région parisienne sont invités à le retirer, 145, quai de Valmy, Paris-10e.

Les souscripteurs partiels sont priés instamment de verser le reliquat (400 ou 450 francs) pour recevoir leur livre, plus 131 francs de frais de port pour la province.

L'ouvrage est disponible en vente libre au prix de 1.500 fr. (franco recommandé : 1.595 fr.).

Jean MAITRON dédicacera son ouvrage le dimanche 20 janvier, de 9 h. 30 à 12 h. 30, à la Librairie du « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris (10e).

LES LIVRES

FEMINISME et mouvement ouvrier

LE tableau de la société française des années autour de 48, mais rien d'un biographie... Le visage d'une femme dessiné en contrepoint, tracé par ses amis, reflété dans le cœur de ceux qu'elle aimait, donc qui la connaissaient mieux que ses propres aveux...

Des rencontres et des amitiés racontées selon un style tout personnel, celui d'un enseignement auquel les jeunes s'attachent de façon plus intime, parce que sans masque et sans préjugé, sans raideur dogmatique ou sans le maquillage d'une idéologie partisane.

Seulement dicté par le simple amour de la bonté et de la générosité humaines qui furent celles de George Sand.

Historien, grand universitaire, Edouard Dolléans est connu comme l'auteur d'un grand livre sur le mouvement ouvrier. Il a éveillé, par son enseignement, de nombreuses vocations. Cependant, la personnalité d'Edouard Dolléans ne saurait être ramenée à un aspect unique. Cet écrivain, ce professeur est avant tout un homme.

On pense à un Alain, à tous ceux dont la personne compte autant que les livres. Impossibile de séparer, chez Edouard Dolléans, l'œuvre de la vie, de l'action. L'écrivain est une présence. L'intérêt que porte celui-ci aux problèmes historiques et toujours lié à une communication secrète avec les âmes. Drames intérieurs, c'est le titre d'un recueil d'essais de Dolléans. Ce pourrait être la formule de l'œuvre entière.

Prix : 420 fr. - Franco : 450 fr.

...en fin d'année

mon pain (**M. Gorki**) ; Secret et violence (**G. Glaser**). Prix : 1.100 francs.

10e Lot :
L'ombre suit le corps (**D. Rollin**) ; Colin Maillard (**R. Neumann**) ; Les temps incertains (**A. Mandel**). Prix : 1.100 francs.

11e Lot :
Les Papiers (**J. Rousselot**) ; Les deux sœurs (**D. Rollin**) ; Le feu qui prend (**J. Cayrol**). Prix : 900 francs.

12e Lot :
Le jeu solitaire (**F.-R. Delavalle**) ; Maguelonne (**G. Nançay**) ; Nora (**Marestan**) ; Le Dieu des ténèbres (**Koestler-Silone**). Prix : 1.200 francs.

13e Lot :
L.-F. Céline, tel que je l'ai vu (**M. Hindus**) ; Pièces roses et noires (**J. Anouilh**). Prix : 1.100 francs.

14e Lot :
Le Christ d'Hollywood (**U. Sinclair**) ; Sébastien Faure (**S. Humbert**) ; Discours de la Servitude volontaire (**E. de la Boétie**). Prix : 600 francs.

15e Lot :
Trimard (**E. Bachelet**) ; Un anarchiste de la Belle époque (**A. Sergent**) ; Bréviaire de la haine (**L. Poliakov**). Prix : 1.250 francs.

En dehors des lots présentés qui bénéficient déjà d'une ristourne, un rabais de 10 0/0 est fait sur tout achat de librairie à partir de 1.000 francs, entre le 15 décembre et le 15 janvier.

Ajouter 25 francs pour frais de colis recommandé. Les commandes doivent être passées au C.C.P. 8032-34 - Paris, LUSTRE René, 145, quai de Valmy.

Billet surréaliste

BAS LES MASQUES ! BAS LES PATTES !

VOICI donc Alfred Jarry sacré, de par l'autorité de MM Charbonnier et Trutat, protégés par la soutane d'un R.P., « un de nos plus grands poètes chrétiens ». La protestation élevée par l'un d'entre nous (« Art » du 21-12-51) contre l'émission « Bonjour, M. Jarry » que diffusait le 5-12, la Chaîne nationale vient de contraindre ces individus à se démasquer complètement, en réitérant par écrit leurs allégations mensongères.

Nous enregistrons leurs affirmations comme autant d'aveux de la sale besogne à laquelle ils se livrent en essayant de vider, de son contenu subversif une œuvre comme celle de Jarry, qui met en péril les assises intellectuelles et sensibles du système répressif qu'on nous impose ; en tentant de retourner contre la pensée même qui anime cette œuvre son non-conformisme absolu et de la faire servir, rendue méconnaissable par l'ignoble cuisine qui diffère si peu de celle de la police, à l'édification la plus conformiste.

Il resterait à savoir si ces procédés diffamatoires sont connus dans tous leurs détails par des directeurs de chaîne ou de programme qui ne désirent sans doute pas couvrir de leur autorité les faux et usages de faux commis par de petits arrivistes.

Face au détournement et à l'avilissement systématiques de toutes les valeurs qui sont la négation de cette société, il est urgent de poser la question du DROIT DE REPONSE RADIOPHONIQUE.

Existe-t-il, oui ou non, un droit de réponse à la radio ? S'il en existe un, nous réclamons qu'une émission, autant que possible de même durée, à la même heure, sur la même chaîne, soit consacrée à la diffusion de textes de Jarry non truqués, non commentés, non bruités au clairon. Ce qu'offre au lecteur n'importe quelle anthologie honnête, il ne semble pas outrancier de l'attendre de la radio. Nous réclamerions, de même, que justice soit rendue à tous ceux dont nous tenons nos meilleures raisons d'être, au cas où des chiens se mêleraient de les malmener à l'abri des murs insonorisés des studios.

NOUS METTONS SOLENNELLEMENT AU DEFI LES TRUTAT, CHARBONNIER ET CONSORTS DE PERPETRER LEURS EXPLOITS EN SEANCE PUBLIQUE.

Jean-Louis BEDOUIN, Robert BENAYOUN, André BRETON, Adrien DAX, Jean FERRY, Jacqueline et Jean-Pierre DUPREY, Guy DOUMAYROU, Georges GOLDFAYN, Indrich HEISLER, Adonis KYROU, J. LAMBERT, Gérard LEGRAND, Nora MITRANI, Benjamin PERET, Maurice RAPHAEL, Bernard ROGER, Jean SCHUSTER, Anne SEGHERS, Roland SIG, TOYEN, Michel ZIMBACCA.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

Chronométrage et rendement

NOUS n'avons jamais été opposés à une organisation rationnelle du travail. Bien, au contraire. Sous-estimer l'importance d'une répartition intelligente et harmonieuse de la tâche impartie à chacun serait faire preuve de mépris, d'indifférence vis-à-vis de l'homme pris isolément. Il faut, donc, que tous les efforts soient dirigés en sorte que l'usine soit adaptée à l'homme et non l'homme à l'usine. Il est trop facile de condamner en bloc le machinisme et ses inéluctables conséquences : travail répétitif de la chaîne, monotonie, etc., de condamner tout cela pour se cantonner dans un nihilisme stérile. Mais notre propos n'est pas d'envisager comment le travail industriel, dans une société libertaire, pourrait être humanisé et la rançon du progrès matériel répartie et allégée. Simplement nous voulons nous occuper d'un aspect particulièrement révoltant de l'exploitation capitaliste : le chronométrage.

Toute organisation qui ne tient pas compte des faiblesses physiques et morales inhérentes à la nature humaine n'est que barbarie. Or c'est justement ce que l'on veut ignorer à tout prix. Sous prétexte d'aménagement pseudo-scientifique du travail on entend réduire l'homme au niveau d'une équation. A l'odieux s'ajoute le ridicule.

Peut-on en effet raisonnablement penser que si Paul a produit 100 en 8 heures Pierre doit et peut produire autant ? C'est pourtant ce que l'on affirme car on passe sous silence le fait que Paul est parmi les plus vigoureux et les plus adroits. Ainsi on a chronométré un certain nombre de gestes (parfois eux-mêmes décomposés en fraction de seconde !), on s'est livré à une série de calculs plus ou moins compliqués en tenant compte des divers rapports entre l'homme et la machine, des possibilités de celle-ci, des temps d'arrêt irréductibles, on a admis un coefficient fatigue, un coefficient panne, etc., pour en arriver à dire : à partir de telle somme de production vous avez droit à tant de prime. Et aussi pour imposer une production minimum au-dessous de laquelle l'ouvrier sera renvoyé.

Avec ce système on atteint un triple but :

1° La prime au rendement (qui ne devrait être au pis-aller qu'accessoire au salaire) prend chaque jour une importance plus grande au détriment du salaire horaire fixe. On revient à l'antique et sauvage travail aux pièces.

2° Entre ouvriers s'établit une malsaine compétition.

3° Les « cadres » sont plus acharnés que jamais à faire « suer le burnous » puisque du chef d'équipe au directeur en passant par les contremaîtres, les surveillants divers, les chefs d'atelier, l'ingénieur en chef, en second, et j'en passe, tous sont également « au rendement » (au rendement des autres, s'entend).

L'exploitation de l'homme « d'en bas », celui qui peine toute sa vie dans le milieu hostile de l'usine, qui vit dans le bruit infernal, dans le cambouis et la poussière, est maintenant hiérarchisée. Et la prime au rendement, à la limite, devient dividende. A chacune selon ses mérites n'est-ce pas messieurs !

*

Que l'on ne vienne pas nous dire que ce chronométrage est indispensable à l'établissement de prix de revient (1). Rien de commun entre ce système qui tend à identifier l'ouvrier à une machine et le calcul indispensable des « temps ». On pourra toujours établir qu'il faut en *moyenne* tant d'heures pour fabriquer telle ou telle machine définie. On ne pourra jamais fixer qu'arbitrairement le nombre de secondes, de minutes nécessaire à telle ou telle opération. Celui qui exécutera celle-ci en 4 minutes, en mettra 3, ou 6, demain, selon qu'il sera dispos ou non. Selon qu'il aura bien ou mal dormi, bien ou mal digéré. Selon qu'il sera triste ou gai. Selon... Ici la science (la pseudo-science de ces messieurs) s'arrête. Ils ne veulent évidemment pas en convenir. Et pour cause. Que deviendraient les chronométreurs (qui ne sont pas chronométrés eux !) et les primes, leurs primes qui augmentent à chaque échelon hiérarchique ?

A l'opposé de ce qui devrait être organisé (dans la mesure des plus grandes possibilités) on cherche à asservir le prolétaire, à l'écraser psychologiquement et physiquement en lui imposant des normes rigides (valables pour les seules machines). Et les travailleurs sont maintenant d'autant plus dominés par l'usine que la prime au rendement (toujours établie au niveau le plus haut et toujours plus difficile à obtenir) conserve encore pour beaucoup d'entre eux un certain pouvoir d'excitation au travail ; elle demeure pour les hommes vigoureux et adroits un moyen d'augmenter leur revenu. Quant aux autres... Mais n'est-ce pas là ce que veulent justement le patronat et l'Etat ?

Jean CLARI.

(1) Même (et surtout) dans une société libertaire on aura le devoir de calculer les prix de revient. Et de ne jamais oublier que les richesses appartiennent à la collectivité toute entière, qu'il faut le gérer au mieux des intérêts de tous.

LE COMBAT OUVRIER

Gare aux "bons patrons" !

Ah ! les bons patrons que voilà !

Décembre est le mois du paternalisme — c'est bien connu — Décembre est ce mois où vraisemblablement par charité chrétienne (en français : bas calcul) les « gentils » patrons offrent une sucette aux enfants des employés, une prime de fin d'année ou quelque autre babiole avec un petit air de vous dire « J'ai été une peau de vache pendant l'année passée, mais je vous aime bien et je le prouve, tenez, voilà 2.000 francs, passez un bon Noël en famille et, mon bon ami, cessez de vous laisser égarer par ces syndicalistes, ces révolutionnaires, etc... » et on pourrait en ajouter long sur ce que pense le patron lorsque réunissant son personnel devant deux bouteilles de mousseux aigre et quelques biscuits ramollis il leur remet généreusement, amicalement, la petite sucette que l'on donne aux enfants pour leur faire promettre d'être sages.

Oui, comme avril a ses poissons, décembre a ses pigeons. Et ces pigeons, ce sont ceux d'entre nous qui ne se rendent pas compte que telle petite prime de fin d'année, tel arbre de Noël pour les gosses ne sont que des grains de mouron empoisonnés que le patron leur dispense sachant, ou espérant tout au moins, faire une bonne récolte de lâcheté ouvrière, avec ce mauvais grain qu'il sème.

Et de fait, bien que la majorité du prolétariat ouvrier sache à quoi s'en tenir sur ce plan, il y a encore trop d'ouvriers sur qui un tel stratagème a prise. Oui, trop encore qui vous disent que leur patron n'est pas aussi mauvais que ça parce que ce dernier leur a serré la main en leur disant : « Prenez çà, mon ami. pour vos gosses ».

Les enveloppes, les serrements de mains, les arbres de Noël, les « mon ami », les ouvriers n'en ont que faire.

Ton patron n'est pas et ne sera jamais ton ami, et tu ne crois plus au Père Noël.

Le paternalisme est une des dernières cartes que joue le capitalisme. D'une manière générale les travailleurs n'en sont pas dupes, pourtant il est important d'être vigilant et en toute circonstances d'en dénoncer les manœuvres souvent habiles auxquelles pourraient se laisser prendre quelques-uns de nos camarades de travail par manque de clairvoyance ou par faiblesse. Car le paternalisme est partout, depuis une simple commémoration de la Saint Eloi dans le bâtiment, par exemple, jusqu'aux infâmes systèmes de salaires proportionnels.

Bien souvent, il est vrai, l'avarice de nos patrons rend leurs tentatives paternalistes risibles et de ce fait, totalement inopérantes.

Mais par contre d'autres patrons plus intelligents, chez lesquels l'appât du gain passe avant l'avarice, ont compris qu'en semant un peu plus ils avaient des chances de récolter plus encore.

Ceux-ci sont les plus dangereux. Ce sont ceux qui offrent des primes importantes allant jusqu'au mois double, primes qui, dans notre misère actuelle, améliorent considérablement notre budget d'un mois de décembre. Ceux qui agissent ainsi sont les plus ignobles et il faut le faire comprendre à nos camarades qui pourraient s'y laisser prendre.

..Leur faire comprendre que la seule voie à suivre est la conquête par la lutte de hauts salaires pour prix provisoire de notre travail, en refusant collectivement (le geste individuel serait là, à peu près inefficace) toutes primes ou petits « avantages » appelant en échange un « merci monsieur » de notre part. Nous n'avons pas de merci possible.

La lutte de classe doit être franche et nette et il n'y tient pas la place d'un « No man's land » de collaboration.

Souhaitons que 1952 amène aux patrons qui croyaient s'être attaché leurs ouvriers par une crotte de chocolat et un billet dévalué, une cinglante désillusion.

SCHUMACK.

INSULTE AUX CHEMINOTS

DANS un tract publicitaire pour la souscription à l'emprunt S.N.C.F., la direction générale des chemins de fer se glorifie de l'accroissement de sa productivité. « Effort entrepris pour le bénéfice de tous ». (sic)

En quelques chiffres on mesure les « progrès accomplis ».

De 1938 à 1950 le trafic est passé : pour les voyageurs-kilomètres, de 22 milliards à 26 milliards; pour les tonnes kilomètres ; de 29 milliards à 42 milliards ; les effectifs du personnel sont tombés pendant cette même période de 514.700 à 451.100.

Sur la base 100 en 1929, la productivité par heure d'agent, qui était de 82 en 1938 dépasse 130 à l'heure actuelle.

Par rapport à 1938, le tonnage kilométrique utile assuré en moyenne par chaque wagon ressort à 176 %, le trafic assuré en moyenne par chaque locomotive à 108 %. Ces chiffres s'améliorent sans cesse.

A la fin de 1951, les effectifs du personnel ne seront plus que de 417.000 agents environ, alors que le trafic croît toujours avec ses 322.000 wagons chargés; la semaine du 24 au 30 novembre est la plus forte que les chemins de fer aient jamais connue ! »

En dépit de tout ce que l'on peut dire sur le progrès technique réalisé depuis 1938, cet accroissement de productivité n'est que le produit de cadences infernales imposées aux cheminots, elle se traduit, en fait, par une diminution du standard de vie dans une société plus riche par rapport à 1938.

Ces chiffres se passent donc de commentaires.

Inutile de revenir sur le sabotage de la semaine de 40 heures avec la complicité des staliniens, socialistes et autres politiciens.

Si vous n'avez pas compris camarades réformistes, on vous fera un petit dessin.

Ainsi, la direction générale de la S.N.C.F., avec un cynisme écœurant, insulte la misère sans cesse croissante des travailleurs. Que ce beau monde prenne garde, l'apathie actuelle des masses est trompeuse.

Dans un prochain avenir, qui sait si nous n'aurons pas ensemble des comptes à régler ?

ANDRE.

COMBAT PAYSAN

Bilan de banqueroute frauduleuse

TOUT ce que le cultivateur achète monte en flèche; les prix des produits industriels, qui sont passés du coefficient 855 en mai 1947 au coefficient 3.250 en avril 1951, ont quadruplé.

Les prix des produits agricoles à la production sont restés très loin en arrière, au coefficient 1.850, et le Gouvernement multiplie les importations pour les maintenir à un niveau inférieur.

Résultat : les petits et moyens exploitants, qui sont dans l'impossibilité de moderniser leur exploitation, végètent, s'endettent et se ruinent, alors que les gros capitalistes de l'industrie et du négoce ont amassé des centaines de milliards de profits.

Le montant des impôts directs et des taxes est passé de 498 milliards en 1947 à 1.527 milliards en 1951, et, dans le même temps, le franc a perdu les 2/3 de sa valeur.

Pour alimenter ses budgets de guerre, l'Etat prélève aujourd'hui 15 fr. d'impôts et de taxes sur le litre de vin, 26 fr. sur le kilo de sucre, 45 fr. sur le kilo de bœuf, 60 fr. sur un litre d'huile, 55 fr. sur un paquet de tabac, 200 fr. sur une chemise, 600 à 800 fr. sur une paire de chaussures, 4.000 à 5.000 fr. sur une bicyclette, plus de 500 fr. sur un quintal d'engrais azoté, etc... Voilà la cause essentielle de la vie chère.

Il n'y a pas d'argent pour les vieux, pour l'aide aux jeunes et à la famille paysanne, pour les victimes des calamités, pour les adductions d'eau et autres travaux d'intérêt rural, mais il y en a pour la guerre.

Les dépenses de guerre, en y comprenant celles destinées à la guerre d'Indochine, qui s'élèvent à près d'un milliard par jour, représentent, en 1951, près de 40 0/0 du budget, contre 2 0/0 seulement pour l'ensemble des crédits affectés à l'agriculture.

Paysans de France, pour empêcher la guerre et pour barrer la route au fascisme menaçant, vous vous unirez dans l'action, pour la sauvegarde des libertés existantes et pour un avenir meilleur.

H. A.

Montauban

Chez les ouvriers du bâtiment

LES travailleurs des chantiers des tabacs (construction pour la S.E.I.T.A.) de Montauban sont en grève pour une augmentation de 20 % sur les salaires actuels et l'obtention d'une prime d'outillage.

Salaires actuels à la suite d'un accord « F.O.-Patronat » ne donnant satisfaction qu'aux seuls signataires :

Manœuvres	88	»
(1er échelon) Ouvriers spécial.	92	»
(2e échelon) Ouvriers spécial.	95	»
(1er échelon) Ouvriers qualifiés	102	»
(2e échelon) Ouvriers qualifiés	105	»
(3e échelon) Ouvriers qualifiés	108	»
Ouvriers hautement qualifiés..	113	»

Proposition des directions de l'entreprise (Bardin-Dufour).

Majorations horaires :

Manœuvres	1	25
Ouvriers spécialisés	3	»
(1er échelon) Ouvriers qualifiés	11	»
(2e échelon) Ouvriers qualifiés	13	»
Ouvrier hautement qualifié...	16	»

Devant cette aumône, refus pur et simple et nouvelles propositions du Comité de grève (du 7 décembre) :

Manœuvres	97	»
Ouvriers spécialisés (1)	98	»
Ouvriers spécialisés (2)	102	»
Ouvriers spécialisés (3)	105	»
Ouvriers qualifiés (1)	110	»
Ouvriers qualifiés (2)	116	»
Ouvriers qualifiés (3)	122	»
Ouvriers hautement qualifiés..	132	»

Nouveau refus du patronat qui signifie qu'il ne peut entamer une discussion que lorsque le syndicat C.G.T. aura au préalable accepté le premier accord F.O.

A signaler que les grévistes, au nombre de 80, ne sont affiliés à aucun syndicat et que depuis le 4 décembre, date de leur action, en parfaite unité. F.O. et C.G.T. polémiquent sur leur « pauvre situation », et les appels journalistiques sont journaliers, à savoir qui emportera la cocarde.

Mardi 18 une délégation obtenait, dans la matinée, par l'intermédiaire du maire M.R.P., une audience auprès de M. le Gouverneur, mais le préfet, à l'heure prévue, 18 heures, faisait jeter tout le monde dehors sans aucune explication, et les sbires des renseignements généraux, appelés en renfort, faisaient évacuer la cour.

La grève continue et les appels à la solidarité paraissent effectifs sur le plan financier seulement. Aucune entreprise n'ayant débrayé, puisque les autres patrons se sont empressés de donner satisfaction sur les bases proposées le 7 décembre par le Comité de grève.

Correspondant.

La Sécurité Sociale a-t-elle besoin d'une « révision de moteur » ?

LA Sécurité Sociale est le résultat d'un cocktail de lois et décrets : loi des assurances du 30 avril 1930, loi des accidents du travail et maladies professionnelles du 1er avril 1898 et du 23 mai 1919, lois sur les allocations familiales du 11 mars 1932 et du 29 juillet 1939. Ce cocktail a été servi, par décret le 4 octobre 1945 et par loi le 22 août 1946, aux Français qui ne cessent d'en discuter la couleur et le goût.

L'avis général est que la Sécurité Sociale est une conquête ouvrière.

Ce serait vrai si elle avait apporté aux travailleurs une part supplémentaire du revenu national.

Ce n'est pas le cas.

La part ouvrière a incontestablement diminuée depuis 1938 au profit des autres classes sociales malgré une augmentation importante du nombre des travailleurs et de la durée du travail.

Ce n'est pas une conquête mais plutôt, comme il a déjà été dit, une « digue contre les excès du capitalisme ».

C'est contre cette digue que les réactionnaires et les ministres cléricaux s'acharnent, aujourd'hui, de la même manière qu'ils s'acharnent contre une autre « digue » qui a nom échelle mobile. Le capitalisme et l'Etat ne s'en prennent ainsi aux salaires sociaux comme ils s'en prennent aux salaires directs que pour mieux accroître leurs propres revenus.

C'est pourquoi il nous faut être vigilants. Le mauvais coup du ministre Louvel contre la Sécurité sociale minière laisse prévoir d'autres mauvais coups.

On parle de diminuer les prestations et aussi d'augmenter les cotisations. On parle de lois-cadres, autrement dit de décrets-lois. On parle d'aménagements, de réformes, parmi lesquelles figurent la suppression du remboursement des frais et prestations journalières pour les maladies entraînant un arrêt de travail inférieur à quinze jours (« petit risque ») ainsi que l'institution d'une « franchise » de 6.000 francs par an et par assuré ; l'assuré ne serait pas remboursé pour une somme inférieure à 6.000 fr. Le citoyen Paul Bacon, au ministère du Travail, déclare que la Sécurité Sociale a besoin d'une « revision de moteur ». Des textes sont à l'étude. Des propositions s'ébauchent.

La cause de ce charivari est le déficit de la Sécurité Sociale. C'est du côté des travailleurs que l'Etat se tourne pour les combler... Evidemment !

Selon le citoyen Bacon : « les recettes prévues pour l'année 1952 sont de l'ordre de 326 milliards et les dépenses de 396 milliards. »

Travailleurs, à vos poches ou, plus exactement, à vos ceintures !

Mais jetons un coup d'œil dans le « moteur » qui fut, on s'en souvient, une fabrication ministérielle.

LES CAUSES DU DEFICIT

L'Etat. — L'Etat se refuse à prendre en charge les dépenses qui lui incombent. Le régime général, autrement dit la masse des travailleurs de l'industrie et du commerce, supporte le déficit de la Caisse des fonctionnaires et de la Caisse agricole, les frais de construction d'hôpitaux, les frais des services administratifs du ministère du Travail, le paiement d'allocations familiales à la population non active, qui devraient être normalement compensés par des subventions de l'Etat.

Les salaires non agricoles prennent en charge quelque 500.000 personnes qui ne cotisent pas ou cotisent peu.

Les cotisations. — 20 ou 30 milliards de cotisations échappent à la Sécurité Sociale par suite : 1) de fausses déclarations patronales concernant les salaires ; 2) du marché noir du travail ; 3) des cotisations insignifiantes des femmes de commerçants et d'artisans (salariées fictives), d'employeurs salariés pour des activités secondaires que la Sécurité Sociale tolère.

De plus, l'Etat doit encore près de 40 milliards à la Sécurité Sociale et les patrons doivent une somme à peu près identique.

Les hôpitaux. — 40 % de l'équipement hospitalier ou antituberculeux, la modernisation, l'enseignement des facultés, sont assumés par les travailleurs. Cela explique les prix prohibitifs de la journée d'hôpital qui est 60 fois plus élevée qu'en 1938. Cela explique aussi que la durée de séjour dans un hôpital soit souvent double de celle des cliniques privées.

Les produits pharmaceutiques. — Le Gouvernement faisait savoir dernièrement que la streptomycine seule avait coûté à la Sécurité Sociale plus d'un milliard et demi en 1950. En effet, les spécialités pharmaceutiques sont continuellement en hausse. Ce que le Gouvernement ne dit pas c'est que cette hausse des spécialités pharmaceutiques est encouragée par la loi Solinhac (du nom du député *pharmacien* qui en fut l'accoucheur). Depuis la suppression de la taxation, les trusts pharmaceutiques sont à la fête. Les travailleurs casquent.

Les honoraires médicaux. — Les honoraires médicaux ne seraient qu'au coefficient 12 par rapport à 1938. C'est peu... heureusement !... Car les honoraires remboursés par la Sécurité Sociale pour chacun des 25.000 médecins traitants s'élèvent en moyenne à 920 000 francs par an, ce qui suppose un revenu moyen par médecin de près de 1 million 800.000 francs annuel.

ASSURANCE VIEILLESSE ET « RETRAITE DES VIEUX »

Sur 100 personnes on compte 16 vieillards. Ne nous étonnons donc pas si l'assurance-vieillesse coûte 128 milliards. A elle seule l'allocation vieillesse agricole représentera 30 % du déficit prévu pour 1952. L'Etat qui a la charge de « protéger les personnes » se garde bien d'aider la Sécurité Sociale dans cette œuvre de solidarité dont la classe ouvrière supporte tout le poids.

La disparité salaires-prix. — Les recettes de l'organisme de sécurité ont monté comme les salaires et les dépenses comme les prix. On peut dire qu'une baisse des prix et une augmentation des salaires assureraient l'équilibre financier de l'organisme de Sécurité sociale. Mais ne nous faisons pas trop d'illusions.

Naissances. — L'augmentation des naissances représente une charge supplémentaire. Cette charge qui devrait être supportée par l'ensemble de la nation est supportée par la seule classe ouvrière.

Frais de gestion. — Dans une feuille « d'extrême gauche »nous avons pu lire le poulet suivant : « ... il est à considérer que les « patrons » des employés de la Sécurité sociale sont des syndicalistes et que, de ce fait, ils seraient mal fondés de payer leurs employés plus mal que les trons capitalistes !

« En fait, les employés de la Sécurité sociale bénéficient d'une convention collective égale à la convention collective la plus avantageuse du régime capitaliste. La prime d'assiduité (appelée couramment 13e et 14e mois) n'a pas été spécialement créée pour les employés de la Sécurité sociale, mais leur a été accordée parce que déjà, certaines corporations (telles les employés de banque), l'avaient obtenue du patronat. »

Nous répondrons ceci. Si les « patrons » de la Sécurité sociale sont des syndicalistes, ils feraient bien de se rendre compte que les financiers de la Sécurité sociale ne sont pas des banquiers, des trusts mais des ouvriers métallurgistes, des manœuvres, des maçons, des peintres, des charpentiers, etc... qui, eux, ne jouissent pas de la convention collective la plus avantageuse du régime capitaliste ! Il ne faudrait pas confondre lampiste et « deux cents familles ».

Les 13e et 14e mois payés aux 45.000 employés de la Sécurité sociale entrent, quoique d'une manière infime, dans les causes du déficit, qu'on le veuille ou non.

Le « petit risque ». — De tout ce que nous avons vu, en jetant un coup d'œil dans le « moteur », le « petit risque » est le seul élément qui ne peut être mis en cause en ce qui concerne le déficit proprement dit.

Le « petit risque » ne représente en effet qu'à peine 5 % des cotisations. Sa suppression n'entraînerait que 9 à 10 milliards d'économie par an (moins de 10 % du risque maladie). D'autre part le « petit risque » concerne 60 % des enfants et que l'idée soit venue de le supprimer dépeint suffisamment le cynisme des porte-parole de la bourgeoisie.

Comme on a pu le voir, les causes de déficit sont multiples. Elles sont surtout la conséquence d'une gestion irresponsable par excellence, la gestion d'Etat. C'est l'Etat qui décide des recettes et des dépenses, les administrateurs des Caisses de Sécurité sociale ne font que travailler sous son contrôle en ce qui concerne cotisations et prestations.

En conclusion, le moins qu'on puisse dire c'est que le « moteur » doit être revisé sinon changé si l'on veut que la Sécurité sociale ne soit pas la vache à lait du parasitisme étatique, des trusts et des combinards, si l'on veut qu'elle ne perde pas son utilité et accomplisse son véritable rôle auprès des salariés du commerce et de l'industrie. Une telle revision de moteur ne pourrait à notre sens être faite que par les ouvriers eux-mêmes.

Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question.

Serge NINN.

DE QUOI JE ME MÊLE...

(Suite de la page 1)

en aucune façon une méthode d'éducation à la vie », on a envie de rire, ou plutôt de vomir son dégoût à la face de ces rabat-joie. Pour ce qui est du mensonge... Quant à l'éducation de jésuites... L'histoire du Père Noël distribuant des jouets n'est pas plus mensongère que celle du petit Jésus... Mais quant aux racontars du Saint-Esprit et de Vierge enceinte, de sauveur qu'un Père sadique et gâteux fait sacrifier sur la croix pour racheter des hommes qu'il a lui-même condamnés par descendance depuis la faute originelle, ce marché de dupes, ont de quoi faire perdre le latin aux gosses (s'ils l'ont appris).

Non contents de nous empoisonner de leurs cantiques et chants liturgiques à la radio, il faut qu'ils s'en prennent à un bonhomme Noël. On reconnait bien le sadisme de ces oiseaux charognards. Et si l'on faisait brûler leurs crèches et leurs fétiches auréolés... on les entendrait réclamer justice, alerter l'opinion publique contre la liberté de pensée et d'opinions !

Que l'on y prenne garde, après l'attaque de l'école laïque, on s'en prend à la liberté de pensée. A nous de réagir et signaler touts les méfaits de la « curaille », remettre à leurs places les curés à la voirie et leur Jésus dans son étable.

CALENDRIER S.I.A.

Camarades,

Demandez le nouveau calendrier S.I.A. 1952, artistiquement imagé. En vente au 145, Quai de Valmy. 90 fr. et 105 fr. port compris.

Essai sur la condition ouvrière

(1900-1950) de Michel COLLINET

NE en 1904, Michel Collinet, agrégé de l'Université, est un militant syndicaliste depuis son entrée dans l'enseignement, il appartint successivement à la C.G.T.U., à la C.G.T. et aujourd'hui membres de la C.G.T. F.O. Il a fait paraître pour le centenaire du Manifeste communiste de Marx, un ouvrage critique sur le Marxisme et le léninisme : la Tragédie du marxisme.

Actuellement attaché de recherches du C.N.R.S. il se livre à des études sur le salariat et le syndicalisme.

Comment les classes salariées et particulièrement la classe ouvrière ont-elles évolué depuis cinquante ans dans notre pays ? telle est la question soulevée par le livre de Michel Collinet.

La structure des classes salariées s'est transformée avec celle de l'industrie et le progrès technique qui en fut la cause. En même temps que l'activité humaine tendait à évoluer du secteur industriel vers les secteurs de distribution, la catégorie sociale des employés, que l'auteur appelle classe moyenne salariée, grandissait en importance.

Simultanément, la rationalisation industrielle créait un type nouveau d'ouvrier, l'ouvrier spécialisé sans qualification, amenant avec lui un comportement nouveau vis-à-vis de son travail, de ses camarades d'atelier et de la société dans son ensemble.

Quelles sont les origines sociales de l'ouvrier moderne ? L'auteur, utilisant une enquête récente, a cherché une réponse — très provisoire — au problème important et presque inconnu des migrations sociales.

Depuis cinquante ans, la notion et la forme du salaire ont subi un véritable bouleversement. Analysant les suppléments sociaux du salaire actuel, l'auteur n'a pas de peine à montrer que leurs avantages sont entièrement payés par les salariés eux-mêmes. Sous des formes nouvelles, on est revenu à la loi d'airain de Ricardo et Lassalle ; seule une augmentation simultanée de la productivité et du salaire direct pourrait briser cette « loi » et améliorer la vie ouvrière.

1 volume de 208 pages sous jaquette: 510 francs, franco : 540 francs.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e. F. ROCHON, imprimeur.

AMI LECTEUR, deviens correspondant du "LIB"

Dans l'entreprise où tu travailles, dans la localité où tu vis, il se produit chaque jour quelque événement intéressant la collectivité.

Une lettre, une phrase, une ligne à notre adresse : 145, quai de Valmy, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ton entreprise ou dans ta localité. Le **Libertaire** ou bien la Fédération anarchiste ,les lecteurs de notre journal ou bien les militants seront informés. Tu nous aideras ainsi dans notre lutte !

LIB.